

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI



FACULTE DES LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES



ECOLE DOCTORALE PLURIDISCIPLINAIRE

---\*\*---

**DIPLÔME D'ETUDES APPROFONDIES EN HISTOIRE**

**Thème**

***LA CEDEAO ET LE MAINTIEN DE LA  
PAIX AU LIBERIA : 1990-2005***

Réalisé et présenté par :

**MISSIHOUN Dodzi Kossi**

Sous la codirection de :

**Félix IROKO**

Professeur titulaire (UAC/FLASH)

**&**

**Régina BYLL-CATARIA**

Maître de conférences (UAC/FLASH)

Année académique 2009-2010

# **PLAN PROVISOIRE DE LA THESE**

## **INTRODUCTION**

### **PREMIERE PARTIE : LES INSTRUMENTS DE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE MIS EN PLACE PAR LA CEDEAO**

#### **Chapitre I : Les fondements juridiques, politiques et économiques du maintien de la paix dans l'espace CEDEAO**

A- Présentation de la CEDEAO

B- Bases juridiques des interventions de la CEDEAO

C- Fondements politiques et économiques des interventions de la CEDEAO

#### **Chapitre II : Concept de maintien de la paix**

A- Origine

B- Réalités du concept de maintien de la paix : de la création de la SDN à la fin de la guerre froide

C- Réalités actuelles du concept de maintien de la paix

#### **Chapitre III : Des "Casques bleus" de l'ONU aux "Casques blancs" de la CEDEAO : de l'internationalisation à la sous-régionalisation du maintien de la paix**

A- La genèse des "Casques bleus"

B- La naissance des instruments régionaux de maintien de la paix

C- L'ECOMOG : un instrument de maintien de la paix à vocation sous- régionale

### **DEUXIEME PARTIE : LA CEDEAO AU SECOURS DU LIBERIA**

#### **Chapitre IV : Origines du conflit libérien**

A- Legs du passé

B- Les facteurs internes et externes

C- Le temps des chefs de guerre

#### **Chapitre V : Attitude attentiste de la communauté internationale et premières initiatives de la CEDEAO**

A- L'attentisme de la communauté internationale au début de la crise

B- Les premières initiatives de la CEDEAO

C- Vers un changement d'attitude de la communauté internationale

#### **Chapitre VI : De l'intervention de la CEDEAO au rétablissement de la paix**

A- Le déploiement de la mission de maintien de la paix de la

CEDEAO et son rôle dans le conflit

B- Le plan de paix de la CEDEAO et ses différentes péripéties

C- Le départ de Charles Taylor du pouvoir et le rétablissement de la paix

**TROISIEME PARTIE : BILAN ET PERSPECTIVES DE L'INTERVENTION DE LA CEDEAO AU LIBERIA**

**Chapitre VII : Les limites de l'intervention de la CEDEAO au Libéria**

A- Aux plans institutionnel et organisationnel

B- Au plan politique

C- Autres limites

**Chapitre VIII : Une réussite favorisée par l'aide extérieure**

A- Les mérites de la CEDEAO

B- L'intervention militaire de l'ONU et de l'OUA : un appui déterminant

C- La pression de la communauté internationale : une aide décisive

**Chapitre IX : Les perspectives**

A- Pour une efficacité des mécanismes de prévention, de gestion et de règlement des conflits de la CEDEAO

B- Affirmer davantage la volonté politique des gouvernants des Etats membres

C- Promouvoir un développement économique et social dans l'espace CEDEAO

**CONCLUSION**

# **INTRODUCTION**

Avec l'apaisement des tensions de la guerre froide<sup>1</sup>, l'Afrique a connu une diminution des conflits classiques inter-états mais en revanche, elle a enregistré un accroissement alarmant des combats violents et internes pour le pouvoir, qui ont failli entraîner l'implosion étatique sur le continent. Il est devenu évident qu'il existe un lien entre les conflits violents internes, déclenchés en grande partie par la mauvaise gouvernance, les crises identitaires et la mauvaise gestion des ressources d'une part, et les efforts collectifs de développement d'autre part. Les chefs d'Etat de la région ouest africaine ont compris très vite le nouveau défi que leur impose l'après guerre froide. C'est ce qui transparaît de cette déclaration de l'ancien Président nigérian Oluségun Obasanjo :

*« Très tôt dans la vie de la CEDEAO<sup>2</sup>, l'on avait estimé qu'une coopération significative, pour ne pas parler d'intégration, ne pouvait avoir lieu dans la sous-région sans paix et sans sécurité »<sup>3</sup>.*

Il poursuit en affirmant que :

*« Notre préoccupation première [...] est de garantir que nous fixons les fondations nécessaires pour la paix, la sécurité et la stabilité politique comme préalables à la coopération sous-régionale, l'intégration et la prospérité économique »<sup>4</sup>.*

Une décennie à peine après la création<sup>5</sup> de la CEDEAO, de violents conflits internes ont éclaté au Libéria (1989) et en Sierra Leone (1991) comme un phénomène nouveau qui a traversé les frontières nationales des Etats, mais avec des implications régionales graves aussi bien pour les causes que pour les

---

<sup>1</sup> Guerre froide : Etat de tension qui opposa, de 1945 à 1990, les Etats-Unis, l'UR.S.S et leurs alliés respectifs qui formaient deux blocs dotés de moyens militaires considérables et défendant des systèmes idéologiques et économiques antinomiques.

<sup>2</sup> CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

<sup>3</sup> Oluségun Obasanjo dans la préface de l'ouvrage de AYISSI (Anatole) : *Coopération pour la paix en Afrique de l'Ouest. Agenda pour le XXI<sup>ème</sup> siècle*, Genève, UNIDIR, 2001, P VII.

<sup>4</sup> Idem, ibidem

<sup>5</sup> La CEDEAO est créée le 28 mai 1975 et compte les seize (16) Etats membres suivants : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Le nombre des Etats membres est à présent ramené à quinze (15) suite au retrait de la Mauritanie en 2001.

effets. Plus tard, la CEDEAO s'est trouvée confrontée à des conflits semblables en Guinée Bissau et en Côte-d'Ivoire (2002). Ces conflits dévastateurs qui ont commencé sous forme de luttes internes pour le pouvoir et le contrôle des ressources se sont étendus à toute la région. Les répercussions de ces conflits internes ont été instantanément ressenties au-delà des frontières nationales sous forme de flux de réfugiés, d'une détérioration grave des moyens de subsistance, des normes de santé et de nutrition, de destruction des infrastructures et de prolifération d'armes, de violence et de crimes transnationaux.

Le but poursuivi par la CEDEAO est de :

*« Réaliser l'intégration et le développement de l'Afrique de l'Ouest au service de ses populations dans la paix et la sécurité »<sup>6</sup>.*

Cet objectif ne pourra être atteint dans un environnement sous-régional d'insécurité alimentée par des conflits internes aux Etats. D'où l'importance de cette étude qui s'inscrit dans la dynamique de la recherche de meilleures solutions aux crises à l'intérieur des Etats afin de contribuer à la réalisation des idéaux de paix et de développement chers aux populations ouest africaines. Dans un contexte mondial de désintérêt vis-à-vis des crises africaines, il s'agira aussi d'inciter les Africains à prendre leur destin en mains en recherchant des solutions africaines aux problèmes africains. Dans ce cadre, les chercheurs africains ont un grand rôle à jouer. Ils doivent s'intéresser de plus en plus à l'étude des modèles de réussite sur le continent afin de faire reculer le mythe de l'incapacité des Noirs. Ils doivent aussi, par leur contribution à la recherche de solutions aux crises, éviter que les sommes colossales, qui auraient pu être orientées vers les projets de développement, soient finalement consacrées à payer la lourde facture de la guerre. C'est dans cette logique que nous nous situons en choisissant d'étudier ce thème.

---

<sup>6</sup> Voir le plan stratégique 2007-2010 de la commission de la CEDEAO, P5

L'année 1990 marque l'envoi par la CEDEAO d'une force de maintien de la paix, l'ECOMOG<sup>7</sup> au Libéria. Elle symbolise le point de départ de la prise d'initiative des responsables de cette organisation sous-régionale. Quinze (15) ans plus tard, c'est-à-dire en 2005, les efforts de rétablissement de la paix de la CEDEAO soutenus par la communauté internationale sont couronnés de succès avec l'élection d'Ellen Johnson - Sirleaf<sup>8</sup> à la présidence de la République libérienne, une élection qualifiée de libre et de transparente par les observateurs internationaux. Pour en arriver là, que de chemin parcouru ! La CEDEAO a essuyé plusieurs échecs. Mais la volonté politique de ses responsables, sa ténacité et le soutien de la communauté internationale à travers la MONUL<sup>9</sup> ont fini par porter leurs fruits.

Dans le cadre de cette étude, nous examinerons les instruments de maintien de la paix et de la sécurité mis en place par la CEDEAO, l'implication de cette organisation dans le règlement du conflit libérien ainsi que le bilan et les perspectives de l'intervention de la CEDEAO au Libéria.

---

<sup>7</sup> ECOMOG : ECOWAS Cease – Fire Monitoring Group (Force d'intervention et de maintien de la paix de la CEDEAO).

<sup>8</sup> Le premier tour de l'élection présidentielle a lieu le 11 octobre 2005 .Il se résume à l'affrontement de deux candidats atypiques : Georges Weah, ancien footballeur, et Ellen Johnson Sirleaf, première femme africaine à briguer la fonction présidentielle. C'est elle qui l'emportera finalement à l'issue du second tour du scrutin le 08 novembre, sous l'œil bienveillant de la communauté internationale. Née le 29 Octobre 1938, économiste formée à Haward, classée en 2006 parmi les « 50 femmes les plus puissantes du monde » par le magazine américain Forbes, Mme Johnson-Sirleaf a travaillé dans les organisations internationales et dans le secteur privé international ; elle a en outre occupé des fonctions ministérielles au Libéria jusqu'en 1980.

<sup>9</sup> MONUL : Mission d'Observation des Nations Unies au Libéria. Elle a été créée le 22 septembre 1993 par le Conseil de sécurité dans sa résolution 866 (1993) pour une période initiale de sept mois. Elle est chargée de collaborer avec la CEDEAO à l'application de l'accord de paix de Cotonou. La MONUL était la première mission de maintien de la paix des Nations Unies entreprise pour seconder une opération déjà engagée par une autre institution.

# **PREMIERE PARTIE**

**APPROCHE CONCEPTUELLE ET METHODOLOGIQUE**

## I- PROBLEMATIQUE

De tout temps, la recherche de la paix et de la sécurité a été la préoccupation principale des sociétés humaines. C'est cette préoccupation qui a poussé, dans le contexte de la seconde guerre mondiale, à la création de l'Organisation des Nations Unies dont l'un des objectifs fondamentaux est de : « *Maintenir la paix et la sécurité internationale* »<sup>10</sup>.

Les organisations régionales ou sous-régionales ont fait aussi de cette préoccupation, un fondement de leur politique. C'est pourquoi la paix constitue une des priorités<sup>11</sup> de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. A cet effet, elle s'est impliquée dans les actions de maintien de la paix dans ses Etats membres secoués par des crises politiques. L'exemple le plus illustratif est son intervention dans la crise libérienne. Quelles sont les origines de cette crise ? Comment la CEDEAO a-t-elle réagi à cette crise aux implications sous-régionales ? Quelles sont les mesures prises par l'organisation sous-régionale pour contenir, puis résoudre cette crise ? Quel bilan peut-on faire de cette implication de la CEDEAO dans la recherche de solutions à la crise libérienne ? Quels sont les mécanismes ou dispositifs que la CEDEAO a mis en place à partir de l'expérience libérienne pour prévenir et prendre en charge très tôt les crises à l'intérieur des Etats avant qu'elles ne deviennent des foyers de tension aux conséquences dommageables pour la paix et la stabilité sous-régionales ? Que fait concrètement la CEDEAO pour favoriser le développement économique et social de la sous-région ouest-africaine afin d'éliminer les pogroms à l'intérieur des Etats ? Ces questions constituent les pistes de réflexion que nous commencerons à explorer dans ce travail qui tient lieu d'étude de faisabilité de la thèse.

---

<sup>10</sup> Article 1 alinéa 1 de la Charte des Nations Unies du 26 Juin 1945

<sup>11</sup> Article 4 alinéa 5 du Traité révisé de la CEDEAO signé à Cotonou le 24 Juillet 1993.

## **II- CLARIFICATION CONCEPTUELLE**

Notre thème renferme un concept clé, le « *maintien de la paix* », qu'il convient de clarifier pour une meilleure compréhension du présent travail.

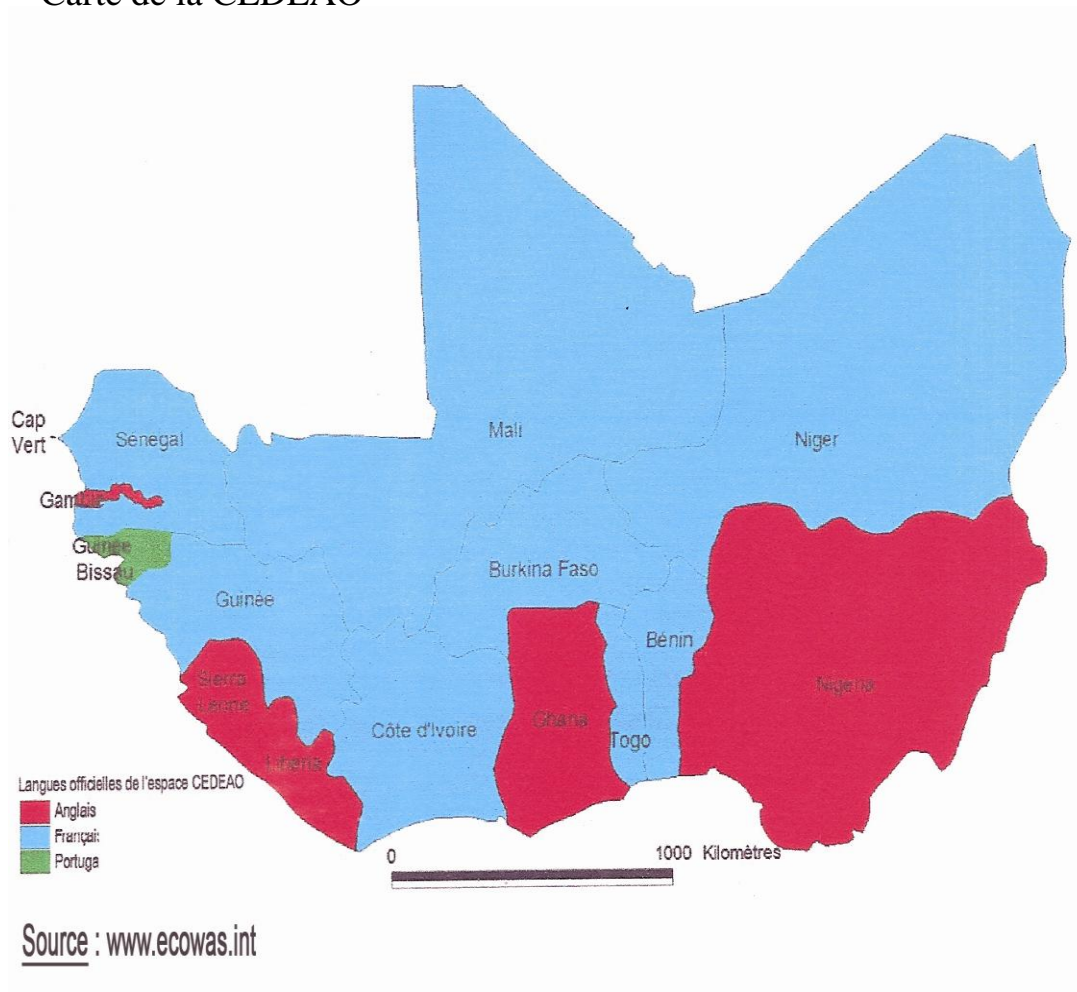
Le maintien de la paix constitue un moyen de venir en aide aux pays en proie à des conflits violents afin de créer les conditions d'une paix durable. Les « *soldats de la paix* » de l'ONU<sup>12</sup> (qui comptent aussi des militaires, des policiers ainsi que du personnel civil) observent le respect des processus de maintien de la paix dans les situations de post conflit et assistent les anciens belligérants dans la mise en œuvre des dispositions des accords de paix qu'ils ont signés. Cette assistance revêt des formes diverses : mesures visant à instaurer la confiance et la conciliation en vue d'un partage du pouvoir, appui électoral, renforcement de l'état de droit, développement économique et social. Aux termes de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité de l'ONU a le pouvoir et la responsabilité de mener des actions collectives en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales. C'est normalement cet organe qui établit les missions de maintien de la paix. Le plus souvent, ces opérations sont créées et dirigées par l'ONU avec des soldats sous commandement onusien. Toutefois, dans certains cas, lorsqu'un engagement direct des Nations Unies n'est pas approprié ou possible, le Conseil de sécurité autorise des organisations régionales et sous-régionales ou d'autres coalitions de pays membres de l'ONU à assumer les fonctions de maintien de la paix. Dans le cas d'espèce, il s'agit des « *soldats de la paix* » de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, envoyés au Libéria dans le cadre de la recherche de solutions à la crise politique qu'a connue ce pays.

---

<sup>12</sup> ONU : Organisation des Nations Unies. Elle a été constituée en 1945 pour succéder à la société des Nations (SDN) par les Etats qui ont accepté de remplir les obligations prévues par la Charte des Nations Unies (signé à San Francisco le 26 Juin 1945) en vue de sauvegarder la paix et la sécurité internationales et d'instituer entre les nations une coopération économique, sociale et culturelle.

Notre étude porte également sur deux espaces géographiques : la CEDEAO et le Libéria.

- Carte de la CEDEAO



- Carte du Libéria



Base 802507 (A02839) 7-96

Source : [www.populationdata.net/](http://www.populationdata.net/)

### **III- REVUE DE LITTÉRATURE**

Parmi les nombreux travaux scientifiques sur le maintien de la paix, la résolution des conflits et l'intervention de la CEDEAO au Libéria, certains ont particulièrement retenu notre attention dans cette étude. Il s'agit de :

- **AMOO (Sam G.)** : *Le défi de l'ethnicité et des conflits en Afrique : Nécessité d'un nouveau modèle*, New York, Nations Unies, 1997, 37p.

L'auteur, d'après son analyse, montre que les conflits en Afrique découlent d'une gestion publique ou de systèmes sociopolitiques dysfonctionnels qui nient ou répriment la satisfaction des besoins ontologiques d'un groupe tels que les besoins universels d'identité, de reconnaissance, de sécurité, de dignité et de participation. Ce déni provoque des conflits qui ne peuvent être résolus que par des modifications des normes, des structures, des institutions et des politiques.

- **ANNAN (Kofi)** : *Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique*, New York, Nations Unies, 1998, 26p.

L'auteur, Secrétaire Général des Nations Unies de 1997 à 2005, fait un diagnostic des causes des conflits en Afrique et proposé des pistes de solutions notamment à travers la promotion d'une paix et d'un développement durables sur le continent.

- " " : *Prévention des conflits armés*, New York, Nations Unies, 2002, 119p.

Ce rapport du Secrétaire Général des Nations Unies insiste sur la nécessité de concertation entre l'ONU et les autres acteurs internationaux (ONG, organisations régionales et sous-régionales...) dans la prévention des conflits. Après avoir identifié les deux logiques de prévention (prévention immédiate et prévention structurelle), le secrétaire Général a mis l'accent sur les avantages de la prévention des conflits (moins onéreuse que la gestion des conflits ouverts)

avant d'établir la relation réciproque qui existe entre la prévention des conflits et le développement durable.

- **AYISSI (Anatole)** (dir) : *Coopération pour la paix en Afrique de l'Ouest : Agenda pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Genève, UNIDIR, 2001, 158 p.

Ce document analyse le processus de l'élaboration de la politique de diplomatie préventive de la CEDEAO qui se traduit par le renforcement de la capacité institutionnelle de l'organisation à prévenir la violence et à gérer les crises.

- **BOUTROS-GHALI (Boutros)** : *Agenda pour la paix : Diplomatie préventive, rétablissement et maintien de la paix*, New York, Nations Unies, 1992, 57p.

Ce rapport de Boutros –Ghali, Secrétaire Général des Nations Unies de 1992 à 1996 fait l'analyse du nouveau contexte international de l'après guerre froide marqué par l'amélioration des relations Est-Ouest (qui offre de nouvelles possibilités pour lever les menaces qui pèsent sur la sécurité collective) mais aussi et surtout par l'émergence de nouvelles menaces caractérisées par l'affirmation toujours renouvelée du sentiment national, la revendication de souveraineté et les violentes luttes ethniques, religieuses, sociales, culturelles ou linguistiques qui mettent à mal la cohésion des Etats.

- ***Document Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO, Ouagadougou, le 16 Janvier 2008.***

Il s'agit d'un document intéressant qui renseigne sur la stratégie complète et opérationnelle de prévention des conflits et d'édification de la paix permettant au système de la CEDEAO et aux Etats membres de mobiliser les ressources humaines et financières à l'échelle régionale et internationale dans leurs efforts orientés vers la transformation créatrice des conflits.

- ***Encyclopaedia Universalis, Corpus 14, Paris, France S. A., Juillet 2008, 1054p.***

Ce document, après avoir décrit la situation géographique du Libéria et identifié les différents peuples qui le constituent, fait un survol de l'histoire de

ce pays depuis sa création en 1847 jusqu'à nos jours, avant de déboucher sur les généralités relatives à sa situation politique, économique et sociale.

- **AJAYI (J. F. Ade.)** (dir) : *Histoire Générale de l'Afrique* ; tome VI : *L'Afrique du XIX<sup>e</sup> siècle jusque vers les années 1880*, Paris, UNESCO, 1997, 447p.

C'est un document qui nous renseigne sur les raisons pour lesquelles le Libéria a pu échapper à la colonisation européenne. Il décrit les grands changements politiques, économiques et sociaux qui se sont produits dans ce pays pendant la période de la curée (1880-1914).

- **BOAHEN (A. Adu)** (dir) : *Histoire Générale de l'Afrique*, tome VII : *L'Afrique sous domination coloniale*, Paris, UNESCO, 1989, 544p.

Adu Boahen qui a dirigé ce volume de cet ouvrage collectif décrit les agressions européennes du Libéria et sa résistance pendant la période de l'entre-deux-guerres mais aussi, montre l'évolution politique, économique et sociale de ce pays au cours de la même période.

- *Les Casques bleus : les opérations de maintien de la paix des Nations Unies*, New York, Nations Unies, 1996, 806p.

Ce document, dans son chapitre 17 intitulé : « Mission d'Observation des Nations Unies au Libéria (MONUL) » montre l'évolution de la crise libérienne de 1989 à 1996 à travers les différents accords de cessez-le-feu signés, les acteurs internes de la crise (les factions belligérantes), les rôles joués par la MONUL et l'ECOMOG

- *Maintien de la paix face à de nouveaux défis*, New York, Nations Unies, 2004, 16p.

Un intéressant document en ce sens qu'il fait l'historique du processus de maintien de la paix des Nations Unies après avoir défini le concept et proposé des voies et moyens pour améliorer l'efficacité des missions de maintien de la paix.

- ***Plan stratégique 2007-2010 de la commission de la CEDEAO***

C'est un document très important, surtout dans son volet intitulé :

« *Les affaires politiques, la paix et la sécurité* » où il est question de la mise en place d'un cadre instrumental d'appréhension des crises par les responsables de la CEDEAO. Ce cadre formel a l'ambition, non seulement de fournir les outils, les méthodes, les moyens d'analyse et de gestion des crises, mais aussi l'opportunité de s'inscrire dans les options de la prévention, en amont et de la consolidation ou la reconstruction après conflit.

- **ZARTMAN (I. William)** : *La résolution des conflits en Afrique* : (traduction de l'anglais par M. C. Gambérini et l'auteur), Paris, l'Harmattan, 1990, 269p. Un document utile qui fait l'examen des conflits pré et post indépendances jusque dans les années 70 en leur proposant des pistes de résolution.

#### **IV- METHODE DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNEES**

La méthodologie adoptée ici est basée sur trois approches : l'exploitation des sources bibliographiques et des archives, l'enquête auprès des personnes ressources, la critique des documents et des témoignages oraux.

Beaucoup d'ouvrages ont été écrits par les spécialistes des relations internationales sur le maintien de la paix, les causes des conflits en Afrique ainsi que les différentes perspectives de leur résolution. La plupart de ces ouvrages sont écrits en anglais et intéressent, parfois de façon spécifique, la crise libérienne.

A ces ouvrages, s'ajoutent les rapports périodiques publiés par le Secrétariat Général des Nations Unies sur les opérations de maintien de la paix dans le monde et en Afrique où la crise au Libéria, pendant la période de

déroulement de ce conflit, a occupé une place non négligeable. Nos recherches à la bibliothèque de la Chaire UNESCO nous ont également permis de recenser un certain nombre de mémoires de DEA soutenus en Sciences Juridiques qui intéressent le thème de notre étude. Des documents d'archives de la CEDEAO disponibles à la Direction de l'Intégration Africaine (DIA) et celle des Opérations de Maintien et de Promotion de la Paix (DOMPP) du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine viennent compléter cette documentation. Certains de ces documents ont été consultés dans le cadre de ce travail.

L'enquête auprès des personnes ressources, en l'occurrence des diplomates de carrière est la deuxième approche méthodologique à laquelle nous avons eu recours. Cette démarche nous a permis, suivant un questionnaire inspiré de nos interrogations, de recueillir des témoignages oraux qui ont comblé le vide d'information constaté dans les sources bibliographiques mais également de les vérifier.

La critique et l'utilisation croisée des informations de la bibliographie et des sources orales nous ont permis d'éviter certaines contradictions.

## **V- LES PROBLEMES OU HANDICAPS A LA RECHERCHE**

Cette étude, comme tout travail de recherche, n'est pas exempte de difficultés.

La première est liée à la collecte de certains documents que nous jugeons très utiles pour notre étude. Malgré notre détermination à nous procurer ces documents dans les librairies de la place (et même ailleurs à Lomé), force est de constater que nos efforts ont été vains. Il s'agit des ouvrages de Aliou Mamadou Barry intitulés : *La prévention des conflits en Afrique de l'ouest : Mythes ou réalités ?* ; *Guerres et trafics d'armes en Afrique*. Nos tentatives pour les commander à l'extérieur ont pour l'instant échoué

Notre deuxième grande difficulté est la langue d'accès aux informations. Nos recherches sur le Libéria ont montré que la plupart des études sur ce pays a été effectuée par des universitaires nigériens, anglais et américains, bien évidemment en langue anglaise. Notre maîtrise de cette langue étant approximative, nous sommes obligés de ralentir le rythme de dépouillement des documents, contraint que nous sommes de nous faire aider assez régulièrement par un dictionnaire anglais-français. Parfois, le recours à un spécialiste de la langue s'impose surtout pour décoder certaines expressions dont la traduction littérale en français dénature le sens. Cette difficulté, nous l'espérons, sera résorbée par l'impérieuse nécessité que nous avons sentie d'améliorer notre contact avec la langue anglaise et d'y œuvrer pour.

Toutes ces difficultés ont porté un peu atteinte à la qualité de ce travail.

# **DEUXIEME PARTIE**

## **PRESENTATION DES PREMIERS RESULTATS A TITRE ILLUSTRATIF**

## **CHAPITRE IV : ORIGINES DU CONFLIT LIBERIEN**

Qu'elles soient ouvertes ou larvées, les crises africaines semblent pour la plupart avoir la même racine, la nature de l'Etat africain.

« [...] L'Etat reste en Afrique [...] un pur produit d'importation, une pâle copie des systèmes politiques et sociaux européens les plus opposés, un corps étranger, de surcroît lourd, inefficace et source de violence »<sup>13</sup>.

Sa conflictualité structurelle s'explique par son édification artificielle :

« [...], à l'opposé d'une croissance organique dans les entrailles de la société civile »<sup>14</sup>.

Cependant, certains facteurs peuvent déclencher ou exacerber les conflits internes. Nombre de ces facteurs sont enracinés dans l'histoire, d'autres sont présents à l'état latent dans les politiques de marginalisation, d'exclusion et de répression perpétrées ou mise en route par un gouvernement. Aussi, existent-ils des facteurs qui déterminent les conflits qui sont d'origine extérieure ou liés à des intérêts ethniques ou autres qui impliquent les Etats voisins. La crise libérienne n'échappe pas à ces réalités qui s'inscrivent dans le contexte africain.

### **A- LEGS DU PASSE**

#### **1- Le Libéria : un Etat fragile**

La naissance du Libéria contemporain est indissociable de la fondation de *Monrovia* par les premiers colons américains (*settlers*). Dès le XVème siècle, les Portugais jettent l'ancre au large de *cap Mesurado* sur lequel, trois siècles et demi plus tard, les *settlers* américains ont édifié *Monrovia*. Ce sont les portugais qui ont donné à la région son nom de « côte des graines » ou « côte du poivre », nom qu'elle gardera jusqu'à la création de la République du Libéria. Du XVIème au XVIIIème siècle, la région a évolué au gré de la fluctuation des rapports de forces entre les grandes puissances européennes, la concurrence pour le contrôle du commerce des épices, de l'or, de l'ivoire et, plus tard, du « bois d'ébène » étant

---

<sup>13</sup> BAYART (J.F.) : *l'Etat en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1996, P.27

<sup>14</sup> Idem, *ibidem*

extrêmement vive entre notamment la France, la Hollande et l'Angleterre.<sup>15</sup> C'est précisément de la condamnation du trafic d'esclaves que germa aux Etats-Unis, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'idée de la création en Afrique d'un foyer réservé aux Noirs affranchis. Une association philanthropique, l'*American Colonization Society* (la société de colonisation américaine), fondée en 1816 incarne cette idée, dans un contexte marqué par l'émergence du mouvement abolitionniste. D'autres associations emboîtent le pas à l'*American Colonization Society*. Au total, de 1822 à 1892, plus de seize mille esclaves affranchis sont ainsi ramenés des Etats-Unis, chiffre auquel il convient d'ajouter celui de cinq mille sept cents esclaves saisis sur les bateaux négriers arraisonnés.<sup>16</sup> En réalité, le projet américain n'est pas totalement nouveau. En effet, il s'est inspiré dans ses grandes lignes d'un antécédent britannique : la création en Sierra Leone, en 1787, par la Grande-Bretagne d'un foyer d'accueil pour les esclaves noirs affranchis.<sup>17</sup> Mais l'expérience libérienne diffère radicalement sur un point fondamental du « modèle » Sierra-léonais : alors que la Sierra Leone n'a rompu qu'en 1961 avec son statut de colonie de la Couronne britannique, le Libéria a accédé à l'indépendance dès le 26 juillet 1847, et a été donc pendant plus de cent ans le seul Etat libre du continent africain.<sup>18</sup>

---

<sup>15</sup> *Dictionnaire Encyclopaedia Universalis (Corpus 14)*, Paris, France S.A., Juillet 2008, P.431

<sup>16</sup> *Idem*, *ibidem*

<sup>17</sup> En Sierra Leone, où le missionnaire Jésuite Balthazar avait difficilement commencé une œuvre d'évangélisation au XVII<sup>ème</sup> siècle, un fait capital se produisit en 1787. En effet, les Noirs, qui lors de la guerre d'indépendance des Etats – Unis (1776-1783) s'étaient enfuis au Canada avaient reçu la liberté pour leur loyalisme à l'égard de l'Angleterre. D'autres Noirs venus de la Jamaïque iront grossir leur nombre. En Angleterre même, grâce à l'ordre antiesclavagiste de 1772, de nombreux Noirs furent libérés et encombrèrent les grandes villes. Dès lors, un grand problème de recasement se posait, d'où l'idée de fondation d'un établissement sur la côte d'Afrique. Il fallait prouver que le commerce normal peut remplacer la traite des Noirs, implanter un foyer de rayonnement européen et chrétien et débarrasser les rues de Londres de ce que l'on considérait comme une "pègre" devenue gênante. On en vint alors à l'embarquement de 411 personnes qu'on installât sur le Site actuel de Freetown, mais l'expérience échoua. En 1800, d'autres affranchis furent implantés avec ordre pour eux de se livrer à la culture du coton et du café et de faire du commerce, fiasco également. C'est alors que l'Angleterre prit la relève de la compagnie chargée d'administrer l'établissement qu'elle transforma en une colonie de la Couronne en 1808. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, quelques milliers d'esclaves affranchis étaient recasés sur la côte et bénéficiaient de la présence des missionnaires méthodistes. Voir Adu Boahen in *Histoire Générale de l'Afrique*, tome VII : *l'Afrique sous domination coloniale 1880- 1935*, Paris, Unesco, 1989, PP.66-68

<sup>18</sup> *Dictionnaire Encyclopaedia Universalis*, *ibidem*

Le retour à la source africaine des esclaves noirs américains affranchis s'est opéré dans l'hostilité de la terre africaine. Les chefs locaux se sont opposés à l'implantation d'étrangers sur leurs terres et la menace que ceux – ci font peser sur la traite des esclaves qui est la principale activité commerciale de ces chefs par voie de mer. Des négociations pour assouplir la position des souverains locaux ont abouti à un accord en décembre 1821. En échange de quelques produits manufacturés d'une valeur d'environ 300 dollars, la société de colonisation se voit octroyer une bande côtière de 200 kilomètres de longueur et de 65 kilomètres de largeur, en plus de deux îlots. Sitôt l'accord conclu, les premiers colons, cent quatre – vingt – un au total, refoulés quelques mois auparavant de Freetown en Sierra Leone, débarquaient sur la petite enclave baptisée *Monrovia* en 1824 en hommage au président américain James Monroe<sup>19</sup>, un des grands artisans du retour des Noirs affranchis. Mais très tôt, la volonté expansionniste des nouveaux arrivants et leur nombre de plus en plus croissant ont suscité l'inimitié des populations indigènes qui ont développé des attitudes de survie à travers la lutte armée et la révolte. La situation n'est guère différente de celle qui s'est produite dans les colonies européennes d'Afrique où les Africains se sont opposés à la conquête européenne. Ainsi naît dans le nouvel Etat du Libéria une fracture sociale profonde qui constituera la matrice centrale des crises successives que ce pays aura à affronter dans le futur. D'un côté, ceux que les populations autochtones appellent les *Américano – Libériens* ou *Freemen* c'est – à – dire les esclaves noirs américains émancipés à l'origine de la création du jeune Etat et qui se croient investis d'une mission civilisatrice comparable à celle de « l'homme blanc » à l'égard de ceux qu'ils qualifient de *Natives* c'est – à – dire « les tribus indigènes » moins civilisées.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'histoire montre que la création plus d'un siècle plus tard en 1948 de l'Etat d'Israël dans les mêmes conditions par implantation successive de colons juifs sur une terre déjà occupée par les

---

<sup>19</sup> Idem, *ibidem*

populations autochtones arabes, a donné naissance à la zone la plus instable du monde qui mobilise toutes les énergies de la communauté internationale depuis des lustres<sup>20</sup>. C'est dire que la crise libérienne plonge ses racines dans les conditions mêmes de la création de l'Etat libérien. Il s'agit d'un Etat artificiel dont le greffage mal réussi sur les populations indigènes plus ou moins disparates ayant chacune un système politique distinct et des relations inter sociétales différentes avant le processus d'étatisation a donné naissance à une poudrière.

En conséquence, il manque à l'Etat libérien lors de son accession à l'indépendance une unité cohérente et fonctionnelle : il est donc fragile. Un des corollaires de l'absence d'unité cohérente et fonctionnelle qui porte préjudice à la viabilité de cet Etat est le problème de continuité historique de la zone politique que constitue le Libéria. L'Etat libérien n'existe pas en tant qu'entité nationale avant l'implantation des colons noirs américains. Au contraire, l'espace géographique qui est devenu l'Etat du Libéria en 1847 comprend un conglomérat de groupes ethniques. Il existe depuis des siècles un antagonisme profond entre certains d'entre eux qui ont été forcés de se tolérer et de coexister pacifiquement sous la tutelle des colons noirs américains. L'imposition du pouvoir colonial n'a pas eu d'impact perceptible pour ce qui est du fusionnement de cultures politiques aussi diverses en un système politique commun acceptable pour l'Etat.

En outre, l'intermède colonial trop bref des *Freemen* (1822-1847), environ un quart de siècle, n'a pas apporté une continuité historique appréciable à la zone géographique qui est devenue l'Etat. L'Etat libérien qui est né de ce processus historique inachevé est une entité fondamentalement instable avec des risques

---

<sup>20</sup> La création en 1948 de l'Etat d'Israël suite à la vague successive d'immigration de colons juifs soutenus par les pays occidentaux et conformément au plan de partage de la Palestine adopté à l'ONU en 1947, n'est pas acceptée par les populations arabes de la Palestine et les Etats arabes voisins. Il en résulte une tension permanente qui aboutit à plusieurs conflits armés rendant la région politiquement très instable.

graves de conflits car, il n'y a quasiment pas d'identité historique, de conscience nationale ou de loyauté.

D'origine exogène, cet Etat a aussi hérité de frontières artificielles.

## **2- Un Etat aux frontières arbitraires à l'instar des Etats postcoloniaux.**

Bien que le Libéria ait échappé à la colonisation européenne, il a tout de même hérité de frontières artificielles géométriquement tracées et :

*« Déterminées par des ambitions et un pouvoir impériaux plutôt que des considérations ethniques, linguistiques ou politiques locales »<sup>21</sup>.*

Les puissances coloniales voisines notamment la Grande Bretagne et la France ont mis tout en œuvre pour satisfaire leurs ambitions territoriales sur le Libéria. C'est ce que Adu Boahen signale dans l'ouvrage *Histoire Générale de l'Afrique* comme suit : *« Répondant à l'appel des Vai, des négociants de Sierra Leone et des négociants anglais installés dans le nord- ouest du Libéria sur la côte vai [...], l'Angleterre en mars 1882 annexa à la Sierra Leone la plupart des chefferies vai, alors que leurs chefs n'avaient jamais souhaité la domination de l'Angleterre, mais seulement son intervention [...]. En novembre 1885, le Libéria conclut donc avec l'Angleterre un accord désavantageux qui faisait du fleuve Mano la frontière entre le Libéria et la Sierra Leone [...]. L'Angleterre [...], exerçait sur le Libéria des pressions pour qu'il lui cédât la région de Kanre – Lahun, qu'elle avait occupée en 1902. En novembre 1909 et le début de 1910, le gouvernement libérien ne put, malgré ses efforts, persuader les Anglais de renoncer à la région de Kanre – Lahun. La question fut finalement réglée par un traité signé en janvier 1911 qui l'obligea à leur céder cette région en échange du territoire – beaucoup moins séduisant – situé entre le Morro et le*

---

<sup>21</sup> AMOO (G. Sam) : *le défi de l'ethnicité et des conflits en Afrique : Nécessité d'un nouveau modèle*, New York, PNUD, Janvier 1997, P.15

*Mano. Le Libéria reçut « en compensation » 4000 livres pour mettre en valeur ce territoire »<sup>22</sup>.*

Adu Boahen poursuit son analyse en montrant la manière dont l'ambition territoriale française sur le Libéria est orchestrée .Il affirme notamment :

*« De même, les Français annexèrent, en mai 1891, le sud-est du Libéria entre les fleuves Cavalla et San Pedro en profitant du fait que le Libéria n'occupait pas effectivement cette région et que sa politique commerciale y causait le mécontentement de la population. [...] En 1907, la France, soutenue par les Etats – Unis, mit au point, presque unilatéralement, un « accord » par lequel le Libéria cédait à la France une nouvelle portion de son territoire, à savoir les terres qu'il possédait au- delà du Makona »<sup>23</sup>.*

Ces différentes frontières arbitrairement tracées sur la base des seuls intérêts territoriaux et économiques des puissances coloniales voisines du Libéria sont potentiellement porteuses de germes de conflits. Les mêmes peuples sont divisés entre le Libéria et ses futurs Etats limitrophes. Les Vai partagés entre le Libéria et la Sierra Leone, les Mandé entre le Libéria, la Côte – d'ivoire, la Guinée Conakry et la Sierra Leone, les kru entre le Libéria et l'Ouest de la Côte – d'ivoire etc. Ces différentes populations, à cheval sur les frontières constituent des bases de repli et de soutien à leurs frères en rébellion contre l'Etat central libérien de sorte que les frontières deviennent désormais des symboles de déstabilisation plutôt que des facteurs bénéfiques de coopération et d'échange entre le Libéria et ses Etats voisins. Ces facteurs d'instabilité que constituent les frontières tracées sans la prise en compte du paramètre ethnique ne sont pas spécifiques au Libéria et au- delà à l'Afrique tout entière. Il sont observables dans d'autres régions du monde. Ainsi l'histoire révèle que la non-adéquation entre le tracé des frontières et la configuration multiethnique de la

---

<sup>22</sup> AJAYI (J.F.ADE.) (dir) in *Histoire Générale de l'Afrique*, tome VI : *l'Afrique au XIX<sup>e</sup> siècle jusque vers les années 1880*, Paris, UNESCO, 1997, PP.202-204

<sup>23</sup> Idem, P. 203

région des Balkans<sup>24</sup> fait de cette région, une des plus instables de l'Europe des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

En définitive, des frontières politiques qui ne recouvrent aucune réalité d'homogénéité démographique ne favorisent pas, au niveau de la population, l'acquisition d'un but commun d'activité c'est-à-dire l'unité d'intention nécessaire à la consistance du corps social, la vocation nationale et l'association d'idées nationale.

D'autres facteurs à la fois intérieurs et extérieurs expliquent le conflit libérien.

## **B- FACTEURS INTERNES ET EXTERNES**

### **1- Les Facteurs endogènes**

#### **1-1 La domination des Américano-Libériens**

Encore appelés *Freemen, Settlers ou Rescaptive*, les *Américano – Libériens* sont les esclaves noirs affranchis qui sont à l'origine de la création de l'Etat du Libéria en Juillet 1847. Ils dominent la vie politique et économique du Libéria depuis sa création. Cette domination tire ses sources dans la Constitution du 26 Juillet 1847 qui instaure officiellement un système ségrégationniste appelé « *Apartheid libérien* »<sup>25</sup>. En effet, le système d' « *Apartheid* » prévu par la Constitution a favorisé la suprématie des *Afro-Américains* pourtant minoritaire (1% de la population libérienne) dans tous les domaines, notamment dans les secteurs économique et sociopolitique.<sup>26</sup>

---

<sup>24</sup> Creuset où se mêlèrent divers peuples, la péninsule balkanique fut secouée par de nombreuses crises dont les guerres russo-turques (1877 – 1878) et gréco-turques (1897), les guerres balkaniques (1912-1913), les campagnes des Dardanelles, de Serbie et de Macédoine pendant la Première Guerre mondiale, la campagne des Balkans (1940-1941). Les problèmes des minorités nationales et des frontières étatiques ressurgissent lors de l'éclatement de la Yougoslavie en 1991 – 1992 et sont à l'origine de la guerre en Croatie (1991-1992) et en Bosnie – Herzégovine (1992 -1995), ainsi que du conflit au Kosovo (depuis 1999) dont la majorité albanaise (90%) désire l'indépendance que la Serbie refuse.

<sup>25</sup> NYONGO (P.A.) : *Afrique, la longue marche vers la démocratie*, Paris, Publisud –FTMONUP, 19\_8, P.68

<sup>26</sup> MAHOUNOU (Maurice) : "la CEDEAO dans les crises et conflits ouest –africains", thèse de Doctorat soutenue à IRERIE (Institut de Recherches et d'Etudes en Relations Internationales et Européennes) en Juin 2007, P.12

Sur le plan sociopolitique, la Constitution a réservé la citoyenneté libérienne aux « *seuls Noirs et descendants de Noirs* »<sup>27</sup> qui deviennent du coup, les seuls bénéficiaires des différents avantages y découlant.

Ainsi, au plan social, les *Afro –Américains* qui, conformément à la Constitution, sont « *les seuls vrais citoyens libériens* » ont droit à la propriété et à l’habitation, la Constitution disposant par ailleurs que :

« *Nul, sauf les citoyens, ne peut avoir droit à une propriété* »<sup>28</sup>.

Les conséquences de ces dispositions sont énormes car elles créent un véritable fossé entre les deux communautés qui composent la société libérienne. Les *Afro- Américains* vivent dans des villes réparties en comtés c’est – à – dire, des unités administratives locales qui sont la copie conforme d’une civilisation essentiellement occidentale, notamment américaine à cause du style de vie et de la langue anglaise que ces occupants parlent. La plupart de ces comtés ou districts sont administrés par des Américano – Libériens. Sur le plan politique, le droit de vote ou celui de participer à toutes activités politiques ou administratives est subordonné à la possession d’une propriété mobilière ou immobilière. La Constitution dispose à cet effet que :

« *Seuls, les détenteurs d’une propriété ont droit de voter et d’assumer les fonctions publiques* »<sup>29</sup>.

La vie politique est animée par deux partis politiques créés de toutes pièces par les *Afro-Américains*. Il s’agit du « *True Whig Party*» (TWP) créé en 1869 et qui :

« *Fut l’instrument de la domination politique des Américano – Libériens* »<sup>30</sup>.

On assistera plus tard en 1922, sous la direction de l’ancien président Daniel B. Howard, à la création du *Progressive People’s Party* (PPP) qui a fait

---

<sup>27</sup> Article 5 section 13 de la Constitution de Juillet 1847 cité par Louis Dollot dans *le Libéria*, Paris, PUF, 1988, P.62 (coll. QS J)

<sup>28</sup> NYONGO (P.A.) (dir) : *Afrique, la longue marche vers la démocratie*, op. cit. P.62

<sup>29</sup> Idem, *ibidem*

<sup>30</sup> *Encyclopaedia Universalis (Corpus 14)*, *ibidem*

front au *True Whig Party*. « Toutefois, en raison de la faiblesse de l'opposition, laquelle ne se manifestait plus que de façon sporadique, de la corruption flagrante et des fraudes électorales auxquelles il se livrait, de l'absence de toute différence idéologique et politique et du soutien considérable que lui assurait le gouvernement, le *True Whig Party* ne risquait absolument pas d'être évincé. En fait, le Libéria s'est transformé progressivement au cours du XX<sup>e</sup> siècle en un Etat pratiquement unipartite »<sup>31</sup>.

D'autre part, la base politique du Libéria n'est pas élargie pour accueillir les indigènes libériens. L'administration des districts : « Était dans l'ensemble tyrannique et vénale. Les commissaires, leurs subalternes et les militaires, mal payés et mal surveillés par le gouvernement central, vivaient le plus souvent aux dépens de la population. Les habitants devaient travailler sur les terres des fonctionnaires, qui s'attribuaient une partie des récoltes de leurs administrés et leur faisaient payer des amendes et des impôts excessifs »<sup>32</sup>. En effet, « le système politique du Libéria resta donc fondamentalement conservateur, servant principalement les intérêts des élites américano-libériennes en perpétuant leur ascendance politique »<sup>33</sup>.

Ainsi, durant toute une longue période de l'histoire du Libéria, allant de la création de l'Etat en 1847 au coup d'Etat de 1980, des familles américano-libériennes en place :

« Tels les *Sharman*, les *Barclay*, les *Green*, les *Brewer*, les *Gibson* et *Tubman* continuèrent de fournir la plupart des protagonistes de la scène [...] politique du Libéria »<sup>34</sup>.

Dans le domaine économique, les *Afro-Américains* détiennent aussi tous les leviers du pouvoir. Ainsi, grâce à leur mainmise sur les terres, le commerce

---

<sup>31</sup> BOAHEN (A. Adu) (dir) : *Histoire Générale de l'Afrique, tome VII : l'Afrique sous domination coloniale*, Paris, UNESCO, 1989, P.481

<sup>32</sup> AJAYI (J.F.ADE.) (dir) : *Histoire Générale de l'Afrique, tome VI : l'Afrique au XIX<sup>e</sup> siècle jusque vers les années 1880*, op. cit., PP. 210-211

<sup>33</sup> BOAHEN (A. Adu) (dir) : *Histoire Générale de l'Afrique, tome VII : l'Afrique sous domination coloniale*, op. cit., PP. 481 – 482

<sup>34</sup> Idem, P. 478

et sur les autres secteurs clés de l'économie, ils se sont constitués en haute bourgeoisie et effectuent leurs échanges dans les centres urbains avec le dollar qui est la monnaie nationale. Ils sont mêmes :

« *Passés de la gêne à l'abondance, grâce aux redevances officielles et occultes payées par les entreprises étrangères* »<sup>35</sup>.

Pendant ce temps, les autochtones de leur côté, sont encore à l'étape primitive caractérisée par la vie sauvage qu'ils mènent à l'intérieur du pays. Le troc constitue encore le moyen par lequel ils effectuent leurs échanges.

Lorsqu'ils sont quelque peu éduqués et émancipés à travers l'instruction et l'action des missionnaires chrétiens, ils sont :

« *Considérés comme « civilisés » ou « semi – civilisés »* »<sup>36</sup>.

Tout le système d'« *Apartheid* » vise un seul objectif : traiter les autochtones comme des « colonisés » ou plus précisément comme des sous – hommes. Qualifiés de « *Noirs sur Noirs* », cette colonisation qui est différente de la forme classique qu'ont connue la plupart des autres Etats africains, s'avère des plus difficiles. Ceci, en raison du fait que :

« *La minorité organisée en classe dirigeante, exploitait la majorité en utilisant tous les appareils idéologiques, militaires, politiques, juridiques et religieux et les dispositifs de contrôle à sa disposition* »<sup>37</sup>.

Considérée et traitée par la minorité afro-américaine comme des « *Barbares africains et des Aborigènes* »<sup>38</sup>, la majorité autochtone n'a pas cédé. Elle a compris qu'en dépit de la couleur de leur peau, les descendants des esclaves noirs affranchis ne sont pas leurs frères, et qu'ils sont pires que les colons blancs. D'où, la multiplication des contestations et des révoltes de toute sorte pour sortir du joug afro-américain.

---

<sup>35</sup> GOUROU (P.) : *l'Afrique occidentale*, livre II, Paris, PUF, 1971, P. 148

<sup>36</sup> BOAHEN (A. Adu) (dir) : *Histoire Générale de l'Afrique, tome VII : l'Afrique sous domination coloniale*, op. cit., P. 478

<sup>37</sup> NYONGO (P.A.) (dir) : *Afrique, la longue marche vers la démocratie*, ibidem

<sup>38</sup> DUIGNAN (P.) & GNANN (L.H.) : *les USA et l'Afrique, une histoire*, Paris, Economica, 1990, P.262

« Jusqu'à ce qu'ils fussent réduits à l'obéissance par les milices libériennes, l'armée frontalière libérienne et la marine américaine, les kru se révoltèrent plusieurs fois, surtout en 1915 et 1916 ; les Grebo en 1910 ; les Kisi en 1913 ; les Kpele et les Bandi de 1911 à 1914 ; les Gio et les Mano de 1913 à 1918 ; les Gbolobo Grebo de 1916 à 1918 ; les Gola et les Bandi en 1918 et 1919 ; les Joquelle Kpele de 1916 à 1920 ; et les Sikou en 1921 »<sup>39</sup>.

Ces révoltes se sont produites en divers points du territoire et ont souvent duré plusieurs années. Les foyers de tension se situent dans toutes les couches de la société autochtone notamment, dans l'armée, à l'université, chez les syndicalistes et dans le rang du parti d'opposition

## **1- 2 La revanche des Natives**

Les troubles observés au sein de la majorité tribale opprimée, martyrisée et malmenée pendant 133 ans ont servi de tremplin à la prise de pouvoir par Samuel Kanyon Doe en avril 1980. Profitant de la révolte des Gueux contre un système de mépris, Samuel Kanyon Doe, simple sergent-chef accède au pouvoir. Ce coup de force illustre dramatiquement les blocages sociopolitiques du Libéria.

Dès le départ, le président Doe a montré par ses actes que son régime est et allait être cruel. En effet, comme le souligne Roland Jean-Baptiste Adjovi :

« Les putschistes dans cette nuit<sup>40</sup> du 11 au 12 avril assassinent le président [Tolbert] et quelques autres personnalités éminentes du gouvernement et de l'Assemblée. [...]. D'autres [...] dignitaires [...] seront arrêtés, jugés sommairement et exécutés sur la plage en présence d'une foule immense et de la télévision française le 22 avril 1980 »<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup> AJAYI (J.F.ADE.) (dir) : *Histoire Générale de l'Afrique*, tome VI : *l'Afrique au XIX<sup>e</sup> siècle jusque vers les années 1880*, op. cit. , P. 211

<sup>40</sup> Le putsch de Samuel Kanyon Doe a eu lieu dans la nuit du 11 au 12 avril 1980

<sup>41</sup> Mémoire sur le Libéria de Roland Jean- Baptiste Adjovi soutenu à l'Université Paris XIII Villetaneuse (UFR Sciences Juridiques, Politiques et Economiques) pour l'obtention d'une Maîtrise de Droit Public, option International et Communautaire, P.25

Le régime de Samuel Doe s'est installé à travers une fureur vengeresse doublée d'une chasse aux *Afro-Américains*. Le chef de l'Etat s'est entouré des membres de son ethnie, les Krahn et des Mandingue, une ethnie assez proche de la sienne. Les membres de ces deux ethnies sont les privilégiés du régime. Ils sont nommés à des postes clés dans tous les secteurs notamment dans l'administration et dans l'armée. La corruption devient le fondement même du pouvoir du président Doe. Pendant ses dix années de pouvoir, il avait reçu :

*« Un demi milliard de dollars des Etats-Unis qu'il avait en grande partie détourné à son profit et cinquante deux millions en aides militaires »<sup>42</sup>.*

Samuel K. Doe empêche également l'opposition de s'exprimer.

*« Tous ceux qui osaient sont éliminés systématiquement au motif qu'ils fomentent des coups d'Etat. Durant tout son règne, il avait déjoué plus d'une centaine de coups d'Etat réels ou imaginés »<sup>43</sup>.*

L'espoir suscité par l'arrivée au pouvoir d'un Krahn chez les autochtones n'a pas duré longtemps. Le désenchantement est devenu total. Sur toute la ligne, la confiance s'évanouit et l'euphorie cède le pas à la désillusion. Ceci :

*« Parce que, Doe avait instauré une nouvelle forme de domination plus sévère que celle qu'avait connue le pays au point où, le bilan sociopolitique voire économique de ses dix années de règne est très loin d'être comparé à celui de plus d'un siècle des Afro-Américains. Cette situation provoque de nombreux troubles qui toutes les fois, sont sévèrement réprimés »<sup>44</sup>.*

Au milieu des années 80, plus précisément en 1985, une tentative de coup d'Etat menée par un officier originaire de la province de Nimba au nord du Libéria est suivie d'une répression sanglante contre les membres de son ethnie (les Gio et les Mano). Cette répression fera entre 400 et 2000 morts<sup>45</sup>. « L'ethnicisation » des cercles politique, économique et militaire au profit des

---

<sup>42</sup> BRITAIN (V.) : "Le Libéria, de l'implosion au chaos" in *Monde Diplomatique*, octobre 1990, P.21

<sup>43</sup> MAHOUNOU (Maurice) : "la CEDEAO dans les crises et conflits ouest-africains", op. cit., P.14

<sup>44</sup> Idem, ibidem

<sup>45</sup> WEISSMAN (Fabrice) : "Libéria : derrière le chaos, crise et interventions internationales" in *Relations internationales et stratégiques*, n°24, Paris, IRIS, automne 1996, P.7

Krahn et accessoirement des Mandingue, ainsi que la politique de répression à l'encontre des Gio et des Mano<sup>46</sup>, laissent entrevoir que le Libéria sombrerait dans une instabilité grave. Le Libéria dont la devise est pourtant, « *l'Amour de la Liberté nous a amenés ici* », du fait des pratiques pas très catholiques des différents régimes qu'a connus le pays, sera miné par :

« *Trois plaies : corruption généralisée ; ambitions à satisfaire fût – ce par des coups d'Etat ; rivalités interethniques* »<sup>47</sup>.

Ces trois maux, exacerbés et renforcés contre toute attente pendant une décennie par un autochtone en l'occurrence un Krahn, va plonger le Libéria dans une guerre civile atroce et sans précédent dans l'histoire du pays. Comme le souligne Amin Maalouf :

« *Toute communauté humaine, pour peu qu'elle se sente humiliée ou menacée dans son existence aura tendance à produire des tueurs, qui commettront les pires atrocités en étant convaincus d'être dans leur droit, de mériter le ciel et l'admiration de leurs proches* »<sup>48</sup>.

## **2- Les Facteurs exogènes**

### **2-1 Les ingérences étrangères**

#### **- Les Etats – Unis**

D'après Fabrice Weissman, les Etats – Unis ne sont pas totalement étrangers à la crise libérienne. Il affirme que :

« *Outre leur passé colonial, ils ont fermement soutenu Doe jusqu'en 1985, malgré la dérive autoritaire de son régime* »<sup>49</sup>.

Certains observateurs affirment que Washington serait même impliqué dans le coup d'Etat de 1980.<sup>50</sup> La raison de ce soutien serait le rapprochement,

---

<sup>46</sup> Idem, ibidem

<sup>47</sup> DOLLOT (Louis) : "le Libéria, de l'amour de la liberté à la guerre civile" *Afrique contemporaine*, n°155, troisième trimestre 1990, PP. 63 – 67

<sup>48</sup> MAALOUF (Amine) : "les identités meurtrières" in *Jeune Afrique*, [...], n°2000-2001, P.160 cité par Abdoul Razack EDUI MOKA : *La prévention des conflits en Afrique*, Mémoire de DEA soutenu à la Chaire Unesco des Droits de la Personne Humaine et de la Démocratie, FASJEP-UAC, 2001-2002, P.17

<sup>49</sup> WEISSMAN (Fabrice) : "Libéria : derrière le chaos, crise et interventions internationales", op. cit. , P.12

<sup>50</sup> Voir note de bas de page n°24 de l'article de Fabrice Weissman

quelques temps auparavant, du président Tolbert de l'U.R.S.S., de Cuba et de la Libye. Il se trouve que cette dernière s'est même implantée dans le pays au travers de la *Libya-Liberian Bank*, engagée dans la construction de logements à *Monrovia*. Selon Weissman, dès 1980, le sergent-chef Doe :

« Le nouvel occupant de l' « Executive Mansion » avait reçu une aide américaine de 90 millions de dollars US, plus que l'ensemble des sommes allouées à Tolbert durant tout son règne. De 1981 à 1985, Washington versera 400 millions de dollars US au régime de Monrovia, soit un tiers du budget chaque année, faisant du Libéria le premier pays bénéficiaire de l'aide américaine par tête d'habitant »<sup>51</sup>. En outre : « En 1985, la Maison Blanche reconnaît la validité de l'élection frauduleuse de Samuel Doe, mais le Congrès interdit le renouvellement de l'aide à son régime. Toutefois, les Etats – Unis maintiendront une assistance alimentaire et la présence de conseillers militaires, que l'on retrouvera aux côtés des AFL\* lors des premières contre – offensives en direction du NPFL\* »<sup>52</sup>.

Ce soutien s'explique en grande partie par la présence de certains intérêts américains au Libéria. En dehors de la plus grande plantation d'hévéas du monde détenue par *Firestone* (une société américaine), le pays abrite une station de navigation “*Omega*” pour les sous-marins, un réémetteur de “*Voice of America*” ( la Voix de l'Amérique) et la base régionale de la *CIA* pour l'Afrique de l'ouest<sup>53</sup>.

Il faut toutefois souligner que la présence de ces intérêts ne justifie pas entièrement le soutien américain d'autant plus que la concession d'hévéas *Firestone* a déjà été cédée à la firme Japonaise *Brigstone* en 1990, la station “*Omega*” transférée au Mozambique de même que le réémetteur de “*Voice of*

---

<sup>51</sup> WEISSMAN (Fabrice) : “Libéria : derrière le chaos, crise et interventions internationales”, op. cit., p.13

\* APL : Armed Forces of Liberia. Il s'agit des forces gouvernementales libériennes

\* NPFL: National Patriotic Front of Liberia. Il s'agit de la première faction rebelle dirigée par Charles G. Taylor

<sup>52</sup> Idem, ibidem

<sup>53</sup> Idem, ibidem

*America*“. On peut donc en déduire que le motif essentiel du soutien américain à Doe est l'implication de la Libye aux côtés de Charles Taylor.

#### **- La Libye et le Nigéria**

L'implication du Nigéria dans le conflit du Libéria à des raisons diverses.

Les plus apparentes sont les liens qui ont existé entre les autorités militaires du pays, notamment le président Babangida et le régime de Samuel Doe .Cette implication s'explique aussi par le désir du Nigéria d'exercer un rôle de puissance régionale et sa volonté de protéger ses intérêts économiques.<sup>54</sup> En outre, le Nigéria voit d'un mauvais œil l'implication de la Libye aux côtés de Charles Taylor et craint l'accession à la tête du Libéria d'un mouvement patronné par la Libye.

*« Le régime de Kadhafi, auquel le Nigéria s'était notamment heurté au Tchad, était d'autant plus craint que celui –ci pouvait menacer l'unité du pays en jouant la carte de la mobilisation islamique »<sup>55</sup>.*

L'implication de la Libye est liée aux ambitions personnelles du président Kadhafi qui s'est depuis longtemps voulu le promoteur des révolutions. Kadhafi veut également installer des hommes à lui ou des hommes avec qui il entretiendrait de très bonnes relations pour assouvir ses envies hégémoniques et constituer un contrepoids à l'influence américaine, ou plus largement occidentale en Afrique. C'est pour cette raison qu'il s'est impliqué dans plusieurs conflits africains dont celui du Libéria.

#### **- La France et les pays francophones de l'Afrique de l'ouest.**

La France s'est discrètement impliquée aux côtés de Charles Taylor à travers le Burkina Faso et la Côte d'ivoire. D'ailleurs, ce sont pratiquement les seuls

---

<sup>54</sup> Pour ce qui est des intérêts économiques, il se trouverait que le président Babangida avait investi aux côtés de Samuel Doe dans le projet d'exploitation du gisement de fer *Mifergui*. Une chute éventuelle du président Doe aurait remis en cause cette entreprise capitale pour l'industrie sidérurgique nigériane et pour les intérêts personnels du chef de l'Etat. Selon Eric Fottorino, dans *Le Monde* du 25 avril 1991, Lagos aurait également cherché à contrôler l'attribution des pavillons de complaisance ainsi que le port France de Monrovia qui lui aurait permis de faciliter les opérations de blanchiment de l'argent de la drogue.

\*ULIMO: United Liberation Movement For Democracy in Liberia. Il s'agit d'une faction rebelle créée à Conakry en Guinée par d'anciens membres des AFL et du gouvernement de Samuel Doe en exil

<sup>55</sup> Voir note de bas de page n°31 de l'article de Fabrice Weissman.

pays francophones de la sous- région à s'impliquer directement (par leur soutien au NPFL) dans le conflit. Toutefois, la Guinée, qui est un pays francophone, a soutenu l'ULIMO\* notamment sa branche mandingue.

Selon Fabrice Weissman, en 1991, 68% des grumes sortant clandestinement du *Taylorland* sont expédiés vers la France. Ce qui constitue une rentrée d'argent assez importante pour le NPFL de Taylor. Il avance également que des intérêts français sont présents dans l'exploitation du minerai de fer du mont Nimba et que *USINOR*, engagé dans le projet *Mifergui*, a continué à acheter du fer dans le *Taylorland* après le déclenchement des hostilités. Weissman a tout de même tenu à préciser qu'il est difficile de dire quel est le degré exact d'implication des autorités gouvernementales françaises et si ces acteurs ont obéi à une logique politique ou économique<sup>56</sup>. Ce qui est plus ou moins sûr, c'est que la France a instrumentalisé la Côte- d'ivoire et le Burkina Faso pour soutenir Charles Taylor. Ces deux pays ont non seulement interféré dans le conflit libérien pour défendre leurs intérêts mais aussi pour régler des problèmes personnels (entre Samuel Doe et Houphouët – Boigny) comme le souligne Roland Jean- Baptiste Adjovi<sup>57</sup>. Selon ce dernier :

*« Le fils du président défunt Tolbert, Adolphus Benedict, a épousé une parente du président ivoirien qui de plus considère le président libérien comme un ami personnel. Ainsi, le putsch d'avril 1980, en étant à l'origine de la mort des Tolbert, touchait directement Houphouët-Boigny pour qui, c'était une affaire personnelle. Le président Blaise Compaoré du Burkina Faso est aussi gendre de Houphouët qui aurait usé de l'existence de cette alliance pour convaincre Compaoré »*<sup>58</sup>.

---

<sup>56</sup> WEISSMAN (Fabrice) : "le Libéria : derrière le chaos, crise et interventions internationales", op. cit., p.14

<sup>57</sup> Mémoire sur le Libéria de Roland Jean – Baptiste Adjovi, op. cit., p.20

<sup>58</sup> Idem, ibidem

En ce qui concerne le Burkina Faso, Roland Adjovi précise que Compaoré n'a pas besoin d'un quelconque argument d'Houphouët pour s'engager puisque le Burkina Faso et Charles Taylor sont unis par l'idée révolutionnaire.

Au-delà des problèmes personnels, ce qui motive le plus la Côte- d'ivoire est sa volonté de s'opposer à l'hégémonie des pays anglophones dans la sous-région en particulier le Nigéria. La Côte- d'ivoire est le principal rival du Nigéria dans sa quête d'hégémonie régionale. Quand le Nigéria s'est impliqué dans le conflit libérien, Houphouët a renforcé son appui à Taylor. L'objectif étant d'anéantir les ambitions hégémoniques du Nigéria<sup>59</sup> ; la Côte-d'ivoire ne voulant pas la mainmise des pays anglophones sur les affaires de la sous-région, s'est constituée comme porte drapeau des pays francophones pour faire face au « géant » nigérian. Ainsi donc, au-delà d'une logique relationnelle, c'est une logique de compétition géopolitique sous – régionale qui pousse Houphouët à soutenir Charles Taylor contre Samuel Doe.

## **2-2 La prolifération des armes en Afrique de l'ouest.**

Il est admis aujourd'hui que la prolifération anarchique des armes est l'une des causes fondamentales des crises africaines. La diffusion des petites armes exacerbe la violence et annihile la capacité des Etats à assurer la gouvernance nécessaire et l'environnement sécuritaire propice à un développement socioéconomique durable au niveau national. En outre, le surarmement des parties en conflit réduit les capacités de la communauté internationale à agir efficacement. Selon B. Adam :

*« La prolifération des armes légères les enferme dans un cercle vicieux duquel il est extrêmement difficile de sortir. [...] Le processus de militarisation de la population civile signifie que les groupes antagonistes ont décidé de créer entre eux un rapport de forces au moyen des armements et d'abandonner de facto le terrain de la discussion politique et de la négociation. Dans plusieurs*

---

<sup>59</sup> Voir BERMAN (Eric G.) & KATIE (Sams E.) : *Peacekeeping in Africa : capabilities and culpabilities*, Geneva, United Nations Publication, 2000, PP.88-89-90-91

*cas, bien qu'un accord négocié entre les parties ait pu aboutir à une solution politique, celle-ci n'a pu être appliquée à cause de la persistance des groupes armés qui ont tout fait pour relancer les troubles ou les combats »<sup>60</sup>.*

Dans la sous-région ouest africaine :

*« On dénombre à près de 70% le taux de circulation illicite des armes illicites. Dans toutes les villes frontalières de la Guinée Conakry par exemple, les rebelles, les militaires et autres commerçants véreux se livrent en toute impunité au commerce des armes et munitions de guerre. Plusieurs armes ont été découvertes par exemple chez des réfugiés libériens en fuite vers le Ghana. Ils n'hésitent pas à vendre ces armes à vils prix aux populations civiles de certains pays qu'ils traversent. C'est le cas au Bénin, au Burkina Faso, au Togo et au Nigéria où l'on pouvait aux heures chaudes du conflit libérien, se procurer facilement des armes chez les réfugiés libériens »<sup>61</sup>.*

La guerre civile libérienne et d'autres foyers de tensions sont à la base du surarmement de la sous-région ouest africaine. L'exemple du Niger est édifiant en la matière :

*« Dans le nord-est de ce pays, surtout à Agadès, une mission des Nations Unies révèle en août 2000, l'existence de plusieurs armes légères dans cette ville nigérienne. Une cérémonie dénommée « flamme de la paix » a même été organisée le 27 septembre 2000 et plusieurs armes légères ont été brûlées comme ce fut le cas au Mali voisin »<sup>62</sup>.*

On peut se demander légitimement d'où proviennent ces armes qui alimentent les conflits dans l'ouest africain ? Pour avoir des armes :

*« Il faut soit en produire soi-même (ce qui est rarement le cas en Afrique), soit mener des actions offensives contre l'ennemi pour se saisir des siennes (ce*

---

<sup>60</sup> ADAM (B.) : "les transferts d'armes vers les pays africains : quel contrôle ?" in *les conflits en Afrique : analyse des crises et pistes pour une prévention*, Paris, GRIP et Complexe, [...], p.107 cité par Abdoul Razack EDUI MOKA : *la prévention des conflits en Afrique*, Mémoire de DEA soutenu à la Chaire Unesco des Droits de la Personne Humaine et de la Démocratie, FASJEP-UAC, 2001-2002, p.24

<sup>61</sup> MAHOUNON (Maurice) : *La CEDEAO dans les crises et conflits ouest africains*, op. cit.,

<sup>62</sup> Idem, ibidem

*qui suppose déjà un minimum d'équipements), soit enfin – cas qui reste le plus fréquent – les acquérir à l'étranger, en les achetant directement ou en les recevant d'un financier extérieur par des voies diverses d'approvisionnement. [...] Dans un sens comme dans l'autre, il est donc nécessaire [...] d'avoir accès à un réseau international dont tous les éléments ne se situent pas dans l'informel, le clandestin, l'illégal »<sup>63</sup>.*

Dans un article intitulé "Afrique de l'ouest : les bonnes affaires des marchands de mort", François Soudan montre comment les « Etats néants comme le Libéria et la Sierra Leone » et les Etats traversés par les tensions internes comme la Guinée, le Togo et la Côte- d'ivoire se ravitaillent en armes et munitions, faisant de l'Afrique de l'ouest un terrain de chasse privilégié pour les marchands de mort. Il affirme :

*« Acculé, assiégé par ses propres rebelles, Charles Taylor a donc recours à divers types de subterfuges pour vendre son bois et ses diamants et pour acheter, en contre – partie, son matériel létale. La méthode est simple : il suffit à l'intermédiaire de produire auprès d'un fabricant (ou d'un vendeur) d'armes peu regardant une attestation de destination finale pour un pays voisin non soumis à l'embargo. L'avion gros porteur décolle puis, en route, modifie son plan de vol et au lieu d'atterrir à Ouagadougou, Abidjan ou Conakry, se pose en définitive à Monrovia. Pas vu, pas pris. Ce plan nécessite bien évidemment une complicité (politique ou rétribuée, souvent les deux à la fois) très haut placée dans les pays voisins en question, puisque l'attestation de destination finale doit être signée par le ministre de la Défense ou au minimum par le Chef d'état – major. A en juger par le rythme des avions « clandestins » qui desservent Monrovia le ventre bourré d'armes, cela ne doit pas être difficile »<sup>64</sup>*

---

<sup>63</sup> GAULME (François) : "Les économies de guerre, nouveau mal du siècle" in *Etudes*, n°4035 de novembre 2005, P.449

<sup>64</sup> SOUDAN (François) : "L'Afrique de l'ouest : les bonnes affaires des marchands de mort" in *Jeune Afrique L'intelligent* du 08 au 14 juin 2003, n°2213, pp.100-101

Poursuivant dans la même logique, François Soudan décrit, à partir des éléments d'enquête, la réalité du processus de transfert des caisses de munitions et d'armes destinées à alimenter la guerre civile qui ravage le Libéria, pourtant sous embargo de l'ONU :

. « *L'Iliouchine 76 Téhéran – Monrovia que l'on a vu se poser le 02 mai dernier sur l'aéroport de la capitale libérienne est à ce sujet un cas d'école. Il a été affrété par la Kleilat Group Corporation, une société dirigée par un homme d'affaires [...], Ali Kleilat. Ce libanais résident à Monrovia détenteur de plusieurs passeports ordinaires (néerlandais, britannique, vénézuélien...) et diplomatiques (libérien et ivoirien), [...], est à la fois consul honoraire du Libéria au Brésil et conseiller auprès du ministre de la Défense de... Côte d'Ivoire. Est – ce pour cela que l'attestation de destination finale qui a servi à remplir les soutes de l'Iliouchine 76 de Faraz Air (devenue après l'escale de Mombasa Queshm Airways) était signée du ministre ivoirien délégué à la Défense, successeur de Moïse Lida Kouassi, Bertin Kadet ? Selon nos informations, ce chargement iranien était bien à l'origine prévu pour l'armée ivoirienne – d'où l'attestation paraphée par Bertin Kadet le 09 décembre 2002 »<sup>65</sup>.*

Ce commerce, source de corruption effrénée et d'enrichissement ultrarapide, mobilise les maigres ressources des deniers publics pour la plus mauvaise des causes : la guerre<sup>66</sup>.

## **C- LE TEMPS DES CHEFS DE GUERRE**

### **1- Le déclenchement du conflit**

La guerre a commencé au Libéria quand un commando armé inconnu du monde<sup>67</sup> a attaqué le 24 décembre 1989, un poste de douane à Buoto, un petit village situé dans le comté de Nimba au nord près de la frontière du Libéria avec

---

<sup>65</sup> Idem, ibidem

<sup>66</sup> Idem, p.98

<sup>67</sup> Ce n'est qu'au 03 janvier 1990 que Charles Taylor déclare sur les ondes de la BBC qu'il a pris le commandement au Front National Patriotique du Libéria (NPFL) et entend mener ses troupes à la victoire finale.

la Côte d’ivoire. La guerre civile qui oppose les soldats gouvernementaux composés de Khran, ethnie de Doe, installés dans la région aux combattants du National Patriotic Front of Liberia (NPFL) de Charles G. Taylor estimés à quelques 5.000 hommes, tous des Mano et des Gio, a vite pris une tournure ethnique avec pour conséquence beaucoup d’exactions commises dans les deux camps. Ce qui a donné au drame libérien, l’image d’un « *conflit Gore, celui d’une folie sanguinaire et décadente* »<sup>68</sup>. A titre d’illustration, on peut citer le massacre le 22 juin 1990 des Khran par les rebelles qui les accusent de crime contre le peuple. Le 25 juillet 1990, une centaine de malades de l’hôpital *John Fitzgerald Kennedy* sont enlevés et une trentaine d’autres exécutée par les soldats gouvernementaux. Ceux – ci ont encore massacré quelques 600 personnes réfugiées dans l’enceinte d’une mission luthérienne de Monrovia le 29 juillet 1990. Outre ces atrocités, les soldats gouvernementaux et les rebelles se sont livrés à plusieurs autres exactions comme la sorcellerie, le cannibalisme, le viol et les pillages de tout genre<sup>69</sup>. Aucun des deux camps n’a fait de prisonniers de guerre. Ils préfèrent éliminer leurs ennemis plutôt que de les garder au nom de la liberté qu’ils prônent. D’abord, les nombreuses atrocités commises par Doe dans la région de Nimba comme les massacres de plus de 3.000 personnes suite aux deux tentatives de coups d’Etat de novembre 1985 et juillet 1988<sup>70</sup>, ont créé des mécontents dans cette région minière et ont favorisé le ralliement de la population au NPFL de Charles Taylor<sup>71</sup>. Comme les précédentes tentatives de coups de force, la répression du gouvernement suite à l’attaque du 24 décembre est sanglante. Mais devant la détermination du Front National Patriotique du Libéria d’en finir avec un pouvoir contesté par tous, les soldats gouvernementaux ont subi de sérieux revers. Le chef rebelle Taylor,

---

<sup>68</sup> BALENCIE (J.M.) & de la GRANGE (A.) : *Mondes rebelles*, Paris, éditions Michalon Païs, 1999 P.21

<sup>69</sup> MAHOUNON (Maurice) : *La CEDEAO dans les crises et conflits ouest africains*, op. cit., P.15

<sup>70</sup> Idem, ibidem

<sup>71</sup> International Crisis Group (I.C.G.) : “Liberia : The key to ending regional instability” in *Africa Report*, n°43 du 24 avril 2002, p.32

« *Sans programme politique et sans idéologie, n'a qu'un seul objectif : capturer Doe mort ou vivant* »<sup>72</sup>.

Ces horreurs commises respectivement par les *Freedoms Fighters* (les combattants de la liberté), c'est – à – dire les hommes de Charles Taylor et par les soldats de Samuel K. Doe au nom de la liberté, confirment bien la célèbre phrase de Madame Roland de la Platière qui, allant à l'échafaud déclare devant la statue de la liberté à Paris :

« *Liberté, que de crimes on commet en ton nom !* »<sup>73</sup>.

Au début de l'insurrection, les combats ont uniquement opposé le NPFL aux forces, les acteurs se sont multipliés.

## 2- Les factions belligérantes et l'instauration d'une "économie de guerre"

Au cours de cette guerre civile, très vite la rébellion s'est démultipliée ; on a d'abord assisté à un fractionnement du NPFL, qui a ouvert les hostilités et ensuite à la naissance de nouveaux mouvements. Chacun des mouvements veut sa part du gâteau ou prétend défendre les membres de son ethnie contre les autres factions. Ce qui est sûr, c'est que ces factions ont très sérieusement compliqué la résolution du conflit.

Lors de la première guerre civile (1989-1997) les acteurs internes les plus influents du conflit sont le NPFL et l'United Liberation Movement for Democracy in Liberia (ULIMO).

Le NPFL, dirigé par Charles Taylor, est majoritairement originaire du Nimba. Quand le NPFL a envahi le Libéria au mois de décembre 1989, il ne compte que quelques centaines de combattants dans ses rangs. Le mouvement s'est étendu lorsqu'il a commencé à distribuer des armes aux populations Gio et Mano pour se défendre contre les soldats du gouvernement qui les massacrent. Le mouvement ira jusqu'à devenir plus important que l'armée gouvernementale.

---

<sup>72</sup> MAHOUNON (Maurice) : *La CEDEAO dans les crises et conflits ouest africains*, ibidem

<sup>73</sup> Idem, P.16

Mais minée par les divisions internes, « *cette assise ethno – géographique qui semble uniforme* », va implorer pour en résulter :

« *Un labyrinthe de factions dans lequel ont se perd facilement* »<sup>74</sup>.

Parmi les factions les plus importantes du NPFL, nous avons l'Independent National and Patriotic Front of Liberia (INPFL) de Prince Johnson. L'INPFL est née en juillet 1990 à la suite d'une discorde entre Charles Taylor et Prince Johnson qui est alors chargé de la formation militaire des combattants du NPFL. C'est cette faction qui a capturé et torturé à mort le président Samuel Doe. Comme le constate, Roland Jean – Baptiste Adjovi :

« *Ce mouvement perd de son importance avec l'exil volontaire de son leader que le Nigéria a accueilli* »<sup>75</sup>.

Le deuxième mouvement, l'ULIMO, a été créé le 21 mai 1991 à Conakry par d'anciens membres des forces gouvernementales (AFL) et du gouvernement de Samuel Doe en exil. Les figures du mouvement sont : Alhaji Kromah (Mandingue et leader du Movement for the Redemption of Liberian Muslims), le général Albert Karpeh (Krahn, leader du Liberian United Defence Force et ancien ambassadeur en Sierra Leone), Roosevelt Johnson. Le mouvement recrute essentiellement parmi les Krahn et les Mandingue et :

« *S'infiltrer progressivement à partir de la Sierra Leone et de la Guinée. A l'automne 1992, elle maîtrise une grande partie de l'ouest du pays* »<sup>76</sup>.

Ceci lui a permis, au cours des nombreuses négociations de paix, d'occuper une place d'interlocuteur égale à celle du NPFL. Là aussi, comme au sein du NPFL, les divergences de points de vue et les luttes de pouvoir conduisent à l'implosion du mouvement. Les accords de Cotonou<sup>77</sup> en juillet

---

<sup>74</sup> Mémoire sur le Libéria de Roland Jean – Baptiste Adjovi, op. cit., p.13

<sup>75</sup> Prince Johnson est mort vers la fin des années 1990 à l'étranger dans des circonstances non élucidées

<sup>76</sup> WEISSMAN (Fabrice) : "Libéria : derrière le chaos, crise et interventions internationales", op. cit., p.4

<sup>77</sup> Ceux-ci posent les bases d'un processus de paix classique : cessez – le – feu, installation de nouvelles autorités de transition, désarmement, démobilisation, rapatriement – réinstallation des personnes réfugiées et déplacées, élection. Egalement paraphés par un représentant de l'ONU et de l'OUA, les accords prévoient en outre la mise en place d'une mission d'observation non armée des Nations Unies (UNOMIL) pour surveiller l'application ainsi que la création d'une « expanded ECOMOG » (ECOMOG élargie)

1993 prévoient la création d'un gouvernement de transition et d'un Conseil d'Etat. Selon Roland Adjovi, c'est au sein de ce Conseil d'Etat qu'est née la dissension. Il affirme que pendant la réunion du Conseil, le 28 février 1994 pour l'élection du président, l'un des représentants de l'ULIMO (un Krahn) a voté contre l'autre représentant (un Mandingue) qui aspire à la présidence<sup>78</sup>.

Et c'est à partir de là que les choses se sont envenimées entre les deux groupes qui composent le mouvement. C'est en mars 1994 que l'ULIMO se divise définitivement entre sa branche krahn dirigée par Roosevelt Johnson (ULIMO-J) et sa branche mandingue commandée par Alhaji Kromah (l'ULIMO - K).

En dehors du NPFL, du INPFL, des AFL, de l'ULIMO-J, de l'ULIMO-K, d'autres mouvements, pas des moindres, existent. Il s'agit notamment du Liberian Peace Council (LPC) de Georges Boley créé en octobre 1993 et qui recrute essentiellement parmi un sous-groupe Krahn (les Sarpoh), de la Lofa Defence Force créée en novembre 1993 par François Massaquoi et qui est composée de ressortissants du Lofa<sup>79</sup>.

La seconde guerre civile (2000-2003) éclate dans le comté de Lofa suite aux attaques du Liberian's United for Reconciliation and Democracy (LURD) et prendra de l'ampleur avec la naissance du Movement of Democracy in Liberian (MODEL), le second mouvement qui tous deux se battent contre les troupes gouvernementales de Charles Taylor. Pour les rebelles du LURD-MODEL, Charles Taylor doit quitter le pouvoir, au besoin par la force.

Pour les rebelles du LURD-MODEL, Charles Taylor doit quitter le pouvoir, au besoin par la force.

La logique de l'affrontement montre qu'il s'agit d'une lutte de pouvoir entre les élites libériennes. Celles-ci peuvent compter sur un important réservoir de combattants potentiels constitué de jeunes désœuvrés et utilisent des appareils

---

composée de bataillons extérieurs à la sous-région (Tanzanie, Ouganda) afin de redresser la neutralité des forces d'interposition. Ces derniers ne resteront que quelques mois.

<sup>78</sup> Mémoire sur le Libéria de Roland Jean - Baptiste Adjovi, ibidem

<sup>79</sup> Elle jouera à l'origine le rôle de force supplétive du NPFL permettant d'ouvrir un second front derrière les lignes de l'ULIMO.

militaires au mode de structuration relativement lâche alimentés par une économie clandestine florissante. Les leaders de factions sont aidés dans leur entreprise politico –militaire par l’existence d’un important réservoir de combattants. Les stratégies d’ « ethnicisation » des cercles du pouvoir tant par le régime américano – libérien que celui de Samuel Doe ont conféré au discours identitaire un important pouvoir de mobilisation. L’exclusion sélective de certains groupes de « natifs » jusqu’en 1980, puis la monopolisation des ressources politiques et économiques par les Krahn et les Mandingue après le coup d’Etat de Samuel Doe, ont assigné une pertinence politico – économique à l’appartenance « tribale ». La répression conduite contre les Gio et les Mano avant et après le déclenchement des hostilités et les représailles menées en retour par ces derniers à l’encontre des groupes associés à l’ancien régime ont renforcé la cristallisation de la lutte pour le contrôle des ressources étatiques sur des enjeux identitaires. Promettant revanche et accès privilégié au pouvoir en cas de victoire, les chefs de factions ont facilement gagné l’allégeance des combattants, mobilisant ainsi, selon les termes de Jean Pierre Chrétien, une

*« Solidarité géo –culturelle non pour construire un nouvel Etat, ni même pour aménager un fédéralisme, mais pour négocier en position de force les partages des revenus de l’Etat central avec les représentants des autres groupes équivalents »<sup>80</sup>.*

Cette mobilisation identitaire a été favorisée par la crise de la jeunesse au sein de laquelle les factions recrutent l’essentiel de leurs combattants. En effet, dans les campagnes et dans les villes, une partie importante de la population juvénile vit une situation de double marginalisation. D’un côté, elle refuse le travail de la terre et le système de domination traditionnel, particulièrement pesant sur les cadets sociaux que sont les femmes et les adolescents. De l’autre, elle n’arrive pas à s’insérer dans le tissu urbain. Dépourvue de bagage éducatif

---

<sup>80</sup> CHRETIEN (Jean-Pierre) : “les racines de la violence contemporaine en Afrique” in *Politique Africaine*, n°42 de juin 1991, pp.15-27

qui lui permettrait de trouver un emploi – avant guerre, seuls 34% des enfants dépassent l'école primaire<sup>81</sup>, confrontée à un taux de chômage extrêmement élevé et souvent exclue des réseaux factionnels qui ont monopolisé l'appareil d'Etat et les secteurs rentables de l'économie, la jeunesse désireuse de quitter les campagnes s'est trouvée rejetée par les villes ou marginalisée en leur sein. En rejoignant une faction, les jeunes accèdent à une « profession », celle de combattant, qui les sort de cette impasse<sup>82</sup>. La nourriture taxée sur les paysans et les organismes d'aide leur permet de gagner une sécurité alimentaire qui ne passe ni par le travail de la terre et la soumission à l'ordre traditionnel, ni par l'insertion dans l'économie urbaine. Cet avantage a d'autant plus de valeur que la guerre a créé une situation de pénurie faisant de l'accès à la nourriture un privilège remarquable<sup>83</sup>. De même, le pillage des villes et des moyens d'intervention des organisations humanitaires – pratique récurrente tout au long du conflit – permet aux combattants d'atteindre les biens de consommation qu'ils pensent se procurer dans les centres urbains (vêtements, radios, lampes, voitures...).

Les factions ont fait jouer des répertoires historico – culturels valorisant les activités guerrières. Le NPFL a sollicité la figure mythique du guerrier Yacouba – nom donné en Côte-d'Ivoire aux Gio et aux Mano- qui occupe une place légendaire dans l'imaginaire Dan<sup>84</sup>. La résistance de la population de l'arrière-pays à la « colonisation » noire américaine entamée au XIX<sup>e</sup> siècle a aussi servi de modèle. Cette continuité est perceptible dans l'emploi de surnoms guerriers – General Total Bone, General Dragon, General Death, General 24 hours, General Pussy Cat, Major Blood, Destroyer, RPG Junior, Hungry Lion-

---

<sup>81</sup> WEISSMAN (Fabrice) : "Libéria, derrière le chaos, crise et interventions internationales", op. cit., p.8

<sup>82</sup> Idem, ibidem

<sup>83</sup> Idem, ibidem

<sup>84</sup> Cf. GALY (Michel) : « Massacres et fantasmes : une archéologie de la violence politique au Libéria », Université de Toulouse : dactylo, 30 p. cité par Fabrice Weissman "Libéria, derrière le chaos, crise et interventions internationales", ibidem.

comparables à ceux utilisés par les « héros populaires » qui ont mené la lutte contre la domination Congo – Jack Savage, Bottle of Beer, Black Will<sup>85</sup>.

Les factions ont également puisé dans l’imaginaire occidental véhiculé par les films d’action américains et CNN<sup>86</sup>. On ne compte plus les Rambo, les Chuck Norris et autres Mission Impossible, ainsi que les figures noires de l’histoire européenne – colonel Hitler. En bref, l’identification aux héros mythiques, tant de la tradition autochtone que du cinéma occidental et de l’actualité européenne, a constitué une importante ressource symbolique permettant d’enrôler les jeunes adolescents marginalisés. Ces processus sont confortés par l’utilisation de répertoires magico-religieux, soudant les groupes de combattants autour de protections magiques conférées par les « *medecine men* » associés à leur unité. La violence et le recrutement forcé sont également utilisés, notamment pour l’enrôlement des enfants – soldats. Par conséquent, les « élites » en lutte pour le contrôle des ressources étatiques ont pu compter sur un important réservoir de combattants potentiels mobilisés à la fois sur un registre identitaire et par des mécanismes de « socialisation guerrière » exploitant la double marginalisation endurée par une partie de la jeunesse.

Comment les leaders factionnels sont-ils parvenus à contrôler cette masse de combattants ?

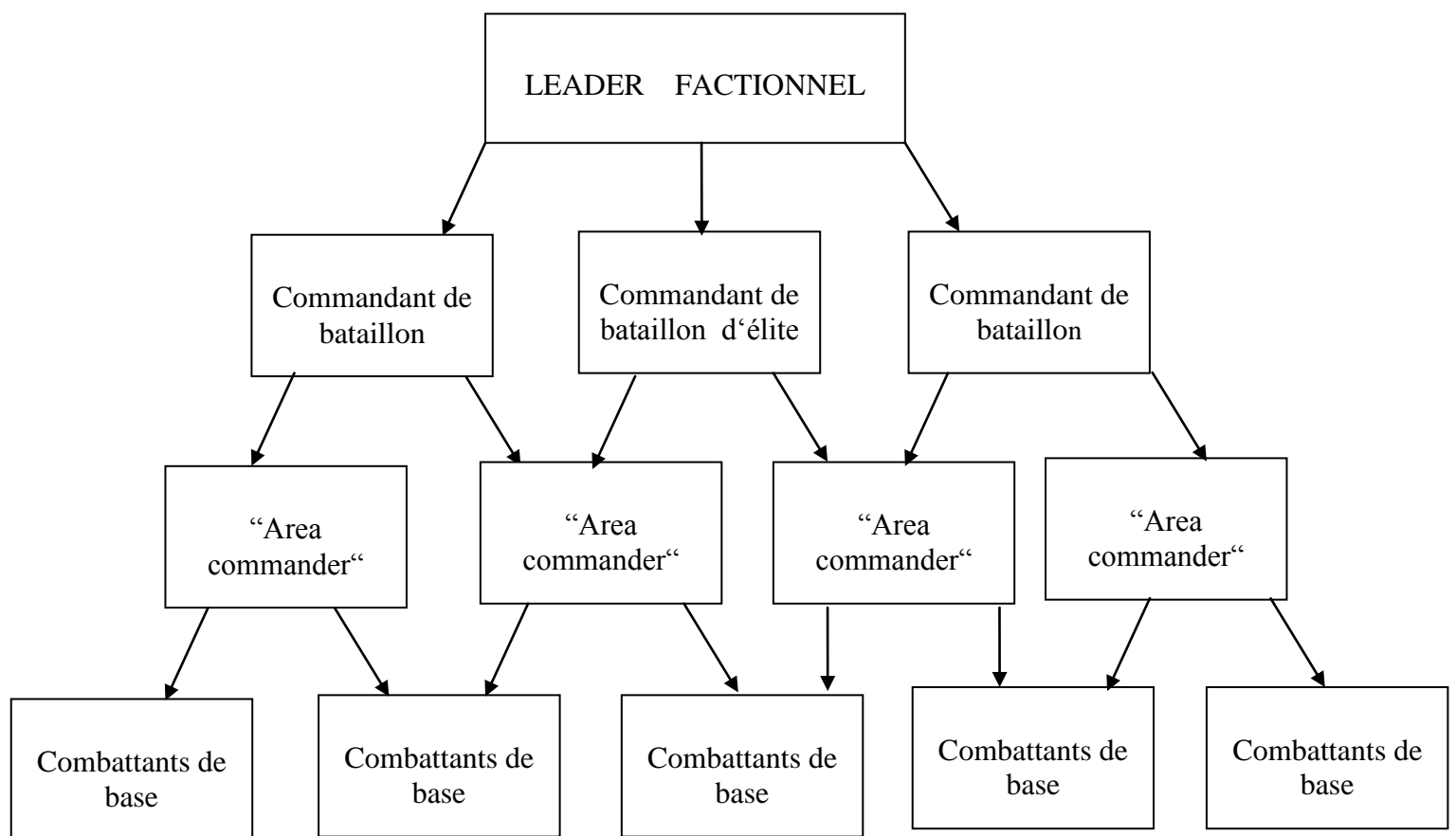
Par delà l’entropie apparente de la scène politico-militaire libérienne, il est possible de repérer un schéma d’organisation global vers lequel les factions tendent à converger. Précisons que les développements qui suivent ne sont qu’une représentation simplifiée extrêmement schématique de l’architecture militaire des mouvements, ceux-ci étant caractérisés en pratique par une grande confusion. En général, les factions ont une architecture pyramidale dominée par un leader, entouré d’un cercle restreint de personnalités de second ordre, peu susceptibles de le concurrencer. Charles Taylor, notamment, a excellé dans l’art

---

<sup>85</sup> Idem, *ibidem*

<sup>86</sup> Cf. RICHARDS (Paul): “Rambo and war in Africa” in *Crosslines*, April-May 1995, pp.17-19 cité par Fabrice Weissman, *idem, ibidem*

d'éliminer les potentiels numéros deux<sup>87</sup>. Viennent ensuite une série de « *Battalions commanders* » (Commandants de bataillons) exerçant leur autorité sur des « *Area commanders* » (commandants de zone) qui dirigent quelques dizaines de combattants. Souvent, un bataillon particulier - qui peut changer au cours du temps – possède une prééminence, tels les « *Special Forces* » (les Forces Spéciales) au sein des NPFL. Considéré comme une « unité d'élite », il bénéficie d'un traitement de faveur et constitue la branche la mieux organisée, la plus efficace et théoriquement la plus disciplinée du mouvement.



**Figure 1** : schéma simplifié du modèle d'organisation vers lequel tendent les factions tiré de Fabrice Weissman : « Libéria, derrière le chaos, crise et interventions internationales » in *Relations Internationales et Stratégiques*, automne 1996, n°24, P.9.

<sup>87</sup> Ce nettoyage a commencé très tôt avec l'élimination en juin 1990 d'Elmer Johnson, conseiller militaire particulier de Taylor, doté, selon les observateurs (Cf. *Le Monde* du 10 / 11 / juin / 1990) d'un certain charisme et d'un grand sens politique. Par la suite, le leader du NPFL neutralisera systématiquement les potentiels numéros deux.

Au sein du « *Battalion commander* », le pouvoir repose sur un système d'allégeance complexe et volatile, procédant à la foi d'une logique « proto-clientéliste »<sup>88</sup> et segmentaire. L'utilisation des ressources symboliques, matérielles et coercitives débouche sur des adhésions relativement stables à des familles factionnelles définies en fonction de l'identité dont se réclament les combattants et des alliances entre groupes identitaires. Bien que les transferts « contre – nature » ne soient pas rares, les *fighters* restent à peu près fidèles aux mouvements avec lesquels ils se sentent une communauté d'appartenance ethnique – AFL, LPC, ULIMO-J pour les Krahn ; NPFL, pour les Gio et les Mano ; ULIMO-K pour les Mandingue, etc. Par contre, l'allégeance à un chef de faction particulier au sein de ces familles est particulièrement fluctuante. Les combattants de base s'estiment d'abord liés à leur supérieur direct, généralement un « *Area commander* », puis au « *Battalion commander* » avant de répondre aux injonctions de leur chef de faction. Quant aux commandants de bataillons, ils n'ont de compte à rendre qu'au leader politico – militaire. Par conséquent, les « *Battalion commander* » constituent un maillon hautement stratégique de la chaîne de commandement. C'est sur eux que repose en définitive l'allégeance des combattants de base à un chef de faction déterminé. Or, dans les mouvements armés comme le NPFL, les bataillons sont relativement indépendants. Ils doivent subvenir eux-mêmes à tous leurs besoins, à l'exception de leur approvisionnement en armes et en munitions. Taylor parvient à les dominer en recourant tout d'abord à des techniques « proto-clientélistes ». En échange de leur obéissance, de la mise à disposition de leur compétence militaire et de la restitution d'une partie des richesses qu'ils exploitent, le chef du NPFL leur offre toute une série de rétributions : des armes et des munitions,

---

<sup>88</sup> - Le rapport de clientèle a été conceptualisé par Jean – François Médard ("le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique" in *Revue Française de Science Politique*, février 1976, pp.103-131) comme un « rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales ». Nous utilisons ici le préfixe « proto » pour souligner que la relation de clientèle est à l'état embryonnaire, le différentiel de ressources entre le patron et le client étant encore faible et en voie de consolidation.

des opportunités de pillages et de contrôle de zones à forte concentration de ressources naturelles, des réseaux de commercialisation pour des biens qu'ils parviennent à extraire, des cadeaux (riz, vêtements, essence...) au coup par coup en fonction de calculs stratégiques et une promesse de partage du gâteau national en cas de victoire. Ce système suppose un différentiel de ressources favorables à Taylor. Pour ce faire, il préserve un avantage militaire grâce au contrôle de l'approvisionnement en matériels stratégiques et ses troupes d'élite. Il garde l'ascendant économique en exerçant un contrôle sur les ressources exploitées (il s'arrange notamment pour que ses généraux soient payés en nature et conserve pour son propre compte les rentrées monétaires) et sur les canaux de commercialisation. Enfin, il fait jouer une logique segmentaire. Il brise les processus d'accumulation au sein des bataillons trop menaçants en changeant leur commandant, en modifiant leur lieu d'affectation, en jouant les unités les unes contre les autres pour les affaiblir mutuellement et renforcer son pouvoir par son aptitude à les concilier.<sup>89</sup>

L'autre question est de savoir comment les mouvements armés sont-ils parvenus à financer leur effort de guerre ?

Outre les soutiens extérieurs directs et indirects, il apparaît que les factions ont réussi à mettre en place une « *économie de guerre* »<sup>90</sup> relativement florissante.

Durant la période de guerre civile caractérisée par le pillage systématique des ressources : « *La production de bois a connu une forte croissance passant de*

---

<sup>89</sup> A cette fin, Taylor a pratiqué une diversification des modes de fonctionnement de ses bataillons. Certains ont développé une logique entrepreneuriale axée sur l'exploitation économique des ressources naturelles. D'autres, comme celui de « *Jack the Rebel* », reposent sur une dynamique essentiellement prédatrice à base de racket, de pillage etc. Selon les circonstances, Taylor s'appuie sur l'un ou l'autre de ces sous-groupes. Au besoin, il les oppose.

<sup>90</sup> L'« économie de guerre » évoque avant tout un « complexe militaro-industriel » destiné à tirer profit de toute entrée en guerre d'un pays suffisamment prospère. Il ne fait plus penser, dans le monde développé, à un système permettant l'enrichissement national et personnel comme dividende d'une pratique du combat. [...] Des conflits [...], généralement très localisés et décrits parfois comme « à basse intensité », réinventent dans les pays en développement l'ancienne pratique de l'enrichissement comme fruit immédiat de la guerre et des combats. C'est surtout sur le continent africain, au sud du Sahara, que s'est développé ce phénomène, mais on l'a vu apparaître ailleurs, notamment en Afghanistan, devenu le domaine par excellence des « entrepreneurs de guerre ». Ces derniers assurent leur prospérité personnelle, celle de leurs troupes, de leur clientèle et de leurs alliés extérieurs en maintenant une situation de conflit plus ou moins intense. Cf. GAULME (François) : « les économies de guerre, nouveau mal du siècle » in *Etudes* de novembre 2005, n°4035, p.441

*70 millions de dollars US en 1989 à 127, 6 millions de dollars US dès 1991 et plus de 200 millions de dollars US en 1992. Les exportations de caoutchouc n'ont jamais cessé, même si elles sont restées inférieures à leur niveau d'avant guerre. En 1994, elle s'élèverait à 31.000 tonnes, contre 118.000 tonnes en 1989. De même, les sorties de diamants libériens vers la Belgique s'élèveraient à 220.000 carats en 1995 contre 295.000 en 1987. D'autres ressources ont été exploitées – minerais de fer, or, café, cacao... - sans parler du pillage des infrastructures socio-économiques du pays»<sup>91</sup>.*

A partir de 1993, ces activités ont toutefois connu un certain ralentissement. La perte par le NPFL du port de Buchanan et de larges portions du territoire libérien ont quelque peu remis en cause l'économie clandestine du mouvement alors que les autres factions n'ont jamais pu mettre au point un système d'exploitation aussi performant.<sup>92</sup>

Il faut relever que les populations civiles ont joué un rôle non négligeable dans cette économie. C'est sur elles que repose l'essentiel de l'alimentation des combattants – sur un mode productif (au travers de la taxation ou du pillage des cultures rurales) ou sur un mode victimaire (en tant qu'appât d'une aide humanitaire prélevée avant ou après distribution). Elles constituent également un réservoir de main d'œuvre utilisé par l'ensemble des factions dans des conditions parfois proches de l'esclavagisme<sup>93</sup>. A noter que les civils représentent aussi un enjeu militaire – en tant que « bouclier humain » ou réseau d'informateurs – et politique. Dans un pays où la fuite et les stratégies d'esquive constituent l'essentiel des modes populaires d'action politique, la présence des populations sur le territoire d'une faction apparaît comme un gage de légitimité. Aussi les mouvements armés s'efforcent-ils de contrôler les civils par divers mécanismes reposant avant tout sur des pratiques coercitives.

---

<sup>91</sup> WEISSMAN (Fabrice) : "Libéria, derrière le chaos, crise et interventions internationales", op. cit., p. 12

<sup>92</sup> Idem, ibidem

<sup>93</sup> Cet esclavagisme se traduit par l'utilisation des populations civiles dans la récolte de l'hévéa, le creusement des mines de diamants, de l'orpaillage et le transport des biens pillés. Cf. GOUZERH (Denis) : *Les populations civiles dans le conflit libérien*, Paris, Médecins Sans Frontières (M.S.F), Dactylo, 25 p.

La lenteur de la communauté internationale à réagir face aux atrocités et aux flots incessants de réfugiés résultant de la crise libérienne, a poussé la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à prendre ses responsabilités avec le déploiement de l'ECOMOG.

# **CONCLUSION**

Les origines de la guerre civile libérienne sont antérieures à décembre 1989, date du déclenchement du conflit. Cette guerre plonge ses racines dans le processus même de la construction de l'Etat libérien.

Les dissensions intervenues à la création de l'Etat libérien entre le groupe des « colons » noirs américains et les « tribus » indigènes n'ont jamais bénéficié d'une attention particulière de la part des gouvernements qui se sont succédés à la tête de l'Etat pour leur résolution idoine. Au contraire, ces dissensions ont fait l'objet d'une exploitation politique pour conforter la domination d'un groupe (celui des *Américano – Libériens* pendant 133 ans) sur l'autre. Même au sein du groupe des *Natives*, des fissures sont apparues avec l'accession au pouvoir de Samuel Doe dans les années 80. L'espoir suscité par l'arrivée au pouvoir d'un président autochtone est vite déçu à cause de « l'ethnisation » des cercles politique, économique et militaire au profit des Krahn (ethnie du chef de l'Etat) et des Mandingue (ethnie proche de la sienne). Les autres groupes ethniques autochtones se sont sentis exclus de la gestion du pouvoir et réagiront par la force et la violence pour exprimer leur frustration. Ces différents clivages de la société libérienne ont progressivement cristallisé dans la mentalité des Libériens que seul le groupe ethnique est garant de la sécurité personnelle. Et lorsque ce groupe est menacé, les membres se sentent eux aussi menacés à titre individuel. Cette « ethnicisation » à outrance se nourrit d'un terreau fertile constitué d'une masse de jeunes désœuvrés, conséquence des choix inopérants des gouvernements successifs qui n'ont pas su régler l'épineux problème de l'emploi. Selon Fabrice Weissman, l'éruption de la violence au Libéria procède d'une double crise :

*« Crise d'un Etat « importé », perçu essentiellement comme lieu d'enrichissement et monopolisé par des réseaux ethno-factionnels excluant toute possibilité d'alternance autrement que par la force ; crise aussi d'une jeunesse libérienne « mobilisée » [...], en rupture d'allégeance avec l'ordre traditionnel sans pour autant être parvenue à s'insérer dans le monde moderne,*

*en proie à de multiples frustrations socio-économique et trouvant dans les mécanismes de « socialisation guerrière » instaurés par les factions une issue à leur relégation »<sup>94</sup>.*

Cette situation intérieure explosive s'intègre dans un contexte régional et international propice à la désintégration de l'Etat libérien. Des stocks d'armes impressionnants qui circulent dans la sous-région ouest africaine ont alimenté pour une grande part le conflit libérien. Ces armes transitent par les Etats voisins du Libéria qui, pour une raison ou une autre, ont contribué au pourrissement de la situation intérieure de ce pays. L'attitude des puissances occidentales notamment celle des Etats-Unis et de la France qui ont directement ou indirectement soutenu les camps antagonistes libériens pour sauvegarder leurs intérêts économiques et stratégiques, a poussé les protagonistes à privilégier la logique de la force et des armes au lieu de la recherche des solutions négociées à leurs différends. L'effort de guerre a été entretenu par la mise en place d'une économie de guerre qui consiste en un pillage des ressources de l'Etat libérien par les factions belligérantes et leurs puissances tutélaires. Ceci explique la durée de cette guerre (1989-2003) et le déchaînement de la violence de la part des belligérants pour le contrôle des régions regorgeant de richesses.

En définitive, un faisceau de facteurs à la fois propres à la situation intérieure du Libéria qu'à l'environnement régional et international explique la guerre civile libérienne. Les répercussions de cette guerre sur la stabilité de la sous-région ouest africaine et l'indifférence affichée par la communauté internationale à intervenir ont conduit à la prise d'initiative de la CEDEAO à travers diverses missions de médiation et le déploiement de l'ECOMOG.

---

<sup>94</sup> WEISSMAN (Fabrice) : "Libéria, derrière le chaos, crise et interventions internationales", idem, ibidem

## SOURCES ET ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

### I- SOURCES

#### • Sources d'archives

- Contributions des Etats membres au financement de la Mission d'Observation des Nations Unies au Libéria (MONUL) pour la période allant du 22 septembre 1993 au 21 avril 1994, Secrétariat des Nations Unies, ST / ADM / SER. B / 427 du 15 mars 1994.
- Déclaration du Président du Conseil de Sécurité, Conseil de Sécurité des Nations Unies, S / PRST / 1994 / 9 du 25 février 1994.
- Déclaration sur des engagements réciproques aux fins de la consolidation de la paix au Libéria, quatrième session de la commission de consolidation de la paix des Nations Unies du 29 octobre 2010
- Deuxième rapport intérimaire du Secrétaire Général sur la Mission d'Observation des Nations Unies au Libéria, Conseil de Sécurité des Nations Unies, S / 1994 / 168 du 14 février 1994.
- Deuxième rapport intérimaire du Secrétaire Général sur la Mission d'Observation des Nations Unies au Libéria, Conseil de Sécurité des Nations Unies, S / 1994 / 168 / Additif. 1 du 23 février 1994.
- Document cadre de prévention des conflits de la CEDEAO, règlement MSC / REG du 01 janvier 2008, Abuja, commission de la CEDEAO, 88p.
- Lettre datée du 08 mars 1994 adressée au Secrétaire Général par le représentant permanent du Libéria auprès de l'Organisation des Nations Unies, Conseil de Sécurité des Nations Unies, S / 1994 / 279 du 09 mars 1994.
- Lettre datée du 16 février 1994 adressée au Secrétaire Général par le représentant permanent du Libéria auprès de l'Organisation des Nations Unies, Conseil de Sécurité des Nations Unies, S / 1994 / 187 du 22 février 1994.

- Note du Président du conseil de Sécurité des Nations Unies, S / 22 / 133 du 22 janvier 1991.
- Rapport du Secrétaire Général sur l'assistance d'urgence pour le redressement économique et social du Libéria, quarante – sixième session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, A / 46 / 403 du 10 septembre 1991.
- Rapport du comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le financement de la MONUL, quarante-huitième session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, A / 48 / 900 du 11 mars 1994.
- Résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies sur l'assistance pour le redressement et la reconstruction du Libéria, quarante – huitième session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, A / RES / 48 / 197 du 17 mars 1994.
- Troisième rapport du Secrétariat Général sur la MONUL, Conseil de Sécurité des Nations Unies, S / 1994 / 463 du 18 avril 1994.
- **Sources imprimées**
  - *Activités de la CEDEAO en matière de paix et de Sécurité sous-régionales*, rapport de la semaine nationale de l'intégration de juillet 2009 initiée par le Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine.
  - Charte des Nations Unies signée à San Francisco le 26 juin 1945.
  - *Les casques bleus : les opérations de maintien de la paix des Nations Unies*, New York, Nations Unies, 1996, 806p.
  - *Maintien de la paix face à de nouveaux défis*, New York, Nations Unies, 2004, 16p.
- **Ouvrages – sources**
  - ANNAN (Kofi) : *prévention des conflits armés*, New York, Nations Unies, 2002, 119p.

- “ : *Les causes des conflits et la promotion d’une paix et d’un développement durable en Afrique*, New York, Nations Unies, 1998, 26p.
- BOUTROS – GHALI (Boutros) : *Agenda pour la paix : Diplomatie préventive, rétablissement et maintien de la paix*, New York, Nations Unies, 1992, 57p.

- **Sources orales**

Dans le cadre de cette recherche, nous avons consulté quelques personnes – ressources pour compléter les informations des sources d’archives et bibliographiques.

### Liste des informateurs

N°	Noms et Prénoms	Résidence	Age	Profession
1	GBAGUIDI Sylvère	Abomey - Calavi	35 ans environ	Attaché des services administratifs au MAEIABE*
2	OLOU BANKOLE Joseph	Godomey	35 ans environ	Chef service des opérations régionales et sous-régionales de maintien de la paix à la DOMPP*
3	THYAMOU Nimbassoun R.	Cocotomey	35 ans environ	Lieutenant-colonel de l’armée béninoise
4	TOUGAN Olive	Cotonou	27 ans environ	Diplomate en fonction à la DIA* au MAEIABE
5	YANGA Alphonse	Abomey – Calavi	24 ans environ	Diplomate en fonction à la DIA* au MAEIABE

- ❖ MAEIABE : Ministère des Affaires Etrangères, de l’Intégration Africaine et des Béninois de l’Extérieur.
- ❖ DOMPP : Direction des Opérations de Maintien et de Promotion de la Paix du MAEIABE.
- ❖ DIA : Direction de l’Intégration Africaine du MAEIABE.

## II- ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

### • Ouvrages généraux

- AJAYI (J.F. Ade) (dir) : *Histoire Générale de l'Afrique*, tome VI : *l'Afrique du XIX<sup>e</sup> siècle jusque vers les années 1880*, Paris, UNESCO, 1997, 447p.
- AMOO (Sam G.) : *Le défi de l'ethnicité et des conflits en Afrique : Nécessité d'un nouveau modèle*, New York, Nations Unies, 1997, 37p.
- BACH (Daniel C.) : *Régionalisation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 1998, 319p.
- BARRY (Aliou Mamadou) : *Le contrôle du commerce des armes en Afrique : Utopie ou réalité ?*, Paris, l'Harmattan, 2005, 196p.
- “ “ ” : *Guerres et trafics d'armes en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2006.
- BENCHIKH (Madjid) (dir) : *Les organisations internationales et les conflits armés*, Paris, l'Harmattan, 2002.
- BERMAN (Eric G.) & KATIE (Sams E.) : *Peacekeeping in Africa: Capabilities and culpabilities*, Geneva, UNIDIR (United Nations Institute for Disarmament Research) Publication, 2000, 360p.
- BOAHEN (A. Adu) (dir) : *Histoire Générale de l'Afrique*, tome VII : *L'Afrique sous domination coloniale*, Paris, UNESCO, 1989, 544p.
- DUGNAN (P) & GNANN (L. H.) : *Les USA et l'Afrique, une histoire*, Paris, Economica, 1990.
- DUSSEY (Robert) : *Pour une paix durable en Afrique : Plaidoyer pour une conscience africaine des conflits armés*, Abidjan, Bognini, 2002, 323p.
- *Encyclopaedia Universalis (Corpus 14)*, Paris, France S.A., juillet 2008, 1054p.
- Fondation Roi Baudouin & Médecins Sans Frontières (MSF) : *Analyse des crises et pistes pour une prévention*, Bruxelles, éditions GRIP-Complexe, 1997, 293p.

- FREYMOND (Jacques) : *Le XX<sup>e</sup> siècle entre guerres et paix : Essai d'histoire des relations internationales contemporaines*, Paris, Georg éditeur, 1997, 265p.
- GASTEYGER (Curt) : *Les défis de la paix : Un monde à la recherche de sa sécurité*, Paris, PUF, 1986, 244p.
- HASSNER (Pierre) : *La violence et la paix : De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Paris, Seuil, 2000, 370p.
- LELIEVRE (Michel) : *Sur le chemin de la paix*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995, 106p.
- Les Cahiers Présence Africaine : *Pouvoir et paix civile en Afrique*, Paris-Dakar, Présence Africaine, 1996.
- NYONGO (P.A.) : *Afrique, la longue marche vers la démocratie*, Paris, Publisud – FTMONUP, 1988.
- RUPNIK (Jacques) : *Le déchirement des Nations*, Paris, Seuil, 1995, 285p.
- ZARTMAN (I. William) : *La résolution des conflits en Afrique*, (Traduction de l'anglais par Gambérini et l'auteur), Paris, l'Harmattan, 1990, 269p.
- " " " " " " " " : *L'effondrement de l'Etat : Désintégration et restauration du pouvoir légitime*, Manille, Nouveaux Horizons, 1998, 718p.
- **Ouvrages spécifiques**
  - **Ouvrages spécifiques sur le maintien de la paix et la gestion des conflits.**
  - AYISSI (Anatole) (dir) : *Coopération pour la paix en Afrique de l'ouest : Agenda pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Genève, UNIDIR, 2001, 158p.
  - BARRY (Aliou Mamadou) : *La prévention des conflits en Afrique de l'ouest : Mythes ou réalités ?*, Paris, Karthala, 1997.
  - GOUROU (P.) : *L'Afrique occidentale*, livre II, Paris, PUF, 1971.

- LAGRANGE (E.) : *Les opérations de maintien de la paix et le chapitre VII de la charte des Nations Unies*, Paris, LGDJ / Monchrétien, 1999.
- LIEGEOIS (Michel) : *Maintien de la paix et diplomatie coercitive : L'organisation des Nations Unies à l'épreuve des conflits de l'après guerre froide*, Bruxelles, Bruylant, 2003.
- PETIT (Yves) : *Droit international du maintien de la paix*, Paris, LGDJ, 2000, 216p.

➤ **Ouvrages spécifiques sur le Libéria**

- ADEBAJO (Adekeye): *Liberia's civil war: Nigeria, ECOMOG and regional security in West Africa*, New York, Hardcover, 2002.
- ABOAGYE (Festus): *ECOMOG: A sub – regional experience in conflict resolution, management and peacekeeping in Liberia*, London, Sedco Publishing and Paperback, 2001.
- BALENCIE (J.M.) & de la Grange (A.) : *Mondes rebelles*, Paris, Michalon Païs, 1999.
- DOLLOT (Louis) : *Le Libéria*, Paris, PUF, 1981 (QSJ).
- GOUZERH (Denis) : *Les populations civiles dans le conflit libérien*, Paris, MSF, Dactylo, 25p.
- MAGYAR (Karl P.) & CONTEH-MORGAN (Earl): *Peacekeeping in Africa: ECOMOG in Liberia*, New York, s<sup>t</sup> Martin's Press Inc., 1998.
- NASS (Major): *A study in internal conflicts: The Liberian crisis and West Africa peace initiative*, Enugu, Fourth Dimension Publishing co. Ltd, 2000.

● **Mémoires et thèses de doctorat**

➤ **Mémoires**

- ADJOVI (Roland Jean – Baptiste): *Mémoire sur le Libéria soutenu à l'Université Paris XIII Villetaneuse, UFR Sciences Juridiques, Politiques*

et Economiques pour l'obtention d'une Maîtrise de Droit Public, option internationale et communautaire, 1995-1996, 80p.

- “ “ ” : *Le projet d'une force africaine d'intervention*, Mémoire de DEA en Etudes Africaines, option Sciences Politiques, sous la direction de Mme Dominique Bangoura, Université Paris I Panthéon – Sorbonne, 1996-1997, 129p.
- EDUI MOKA (Abdoul Razack) : *La prévention des conflits en Afrique*, Mémoire de DEA soutenu à la Chaire Unesco des Droits de la Personne Humaine et la Démocratie, sous la direction du Professeur Messanvi Foli, FASJEP-UAC, 2001-2002, 102p.
- KELLY (Amadou) : *Populations civiles et conflits armés dans la CEDEAO*, Mémoire de DEA soutenu à la Chaire Unesco des Droits de la Personne Humaine et la Démocratie, sous la direction du Professeur Koffi Ahadzi-Nonou, FASJEP-UAC, 2003-2004, 64p.
- OLOU BANKOLE (Joseph) : *Applicabilité du droit international humanitaire aux forces onusiennes d'imposition de la paix*, Mémoire de DEA soutenu à la Chaire Unesco des Droits de la Personne Humaine et la Démocratie, sous la direction du Professeur Théodore Holo, FASJEP-UAC, 2007-2008, 99p.

➤ **Thèses de doctorat**

- DIALLO (Mamadou Yaya) : *Les Nations Unies et la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres : Défis, enjeux et perspectives*, thèse de doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle de Droit Public (Nouveau régime), soutenue à l'Université de Reims, UFR de Droit et Sciences Politiques, 2008-2009, 397p.
- MAHOUNON (Maurice) : *La CEDEAO dans les crises et conflits ouest africains*, thèse de doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle en Sciences Politiques, soutenue à l'IRERIE (Institut de Recherches et d'Etudes en Relations Internationales et Européennes), juin 2007, 302p.

- **Articles de journaux et de revues**

- **Articles d'ordre général**

- GAULME (François) : “Les économies de guerre, nouveau mal du siècle” In *Etudes*, n°4035 de novembre 2005, pp. 441-452
- GUEHENNO (Jean-Marie) : “Le maintien de la paix robuste : Obtenir un consensus politique et renforcer la structure de commandement et de contrôle” In *Bulletin du Maintien de la Paix*, n°8 de mars 2010, 4p.
- MEDARD (Jean – François) : “Le rapport de clientèle : Du phénomène social à l’analyse politique” In *Revue Française de Science Politique* de février 1976, pp. 103-13.
- VIRCOULON (Thierry) : “Au cœur des conflits, l’Etat” In *Afrique Contemporaine*, n°180, 2003, p.203

- **Articles relatifs à la gestion des conflits en Afrique**

- CHRETIEN (Jean – Pierre) : “Les racines de la violence contemporaine en Afrique” In *Politique Africaine*, n°42 de juin 1991, pp. 15 -27.
- DEUS PINHEIRO (João de) : “La réponse de l’Europe aux conflits de l’Afrique” In *Le Courrier*, n°168 de mars – avril 1990, p.66.
- DJEDJRO (Mélédjè F.) : “L’OUA et le règlement des conflits” In *Afrique Contemporaine*, n°180 d’octobre – décembre 1996, pp. 209 – 216.
- ELA (Paul Ango) : “La coopération militaire franco – africaine et la nouvelle donne des conflits en Afrique” In *Relations Internationales et Stratégiques*, n°23 d’automne 1996, pp.178-186.
- LIEGEOIS (Michel) : “Les capacités africaines de maintien de la paix entre volontarisme et dépendance” In *Bulletin du Maintien de la Paix*, n°7 de janvier 2010, 66p.
- M’BEMBE (Achille) : “L’Afrique noire va implorer” In *Le Monde Diplomatique* d’avril 1990, p.15

- PASCAL (Valérie) : “Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique” In *Relations Internationales et Stratégiques*, n°23 d’automne 1996, pp.169-176.
- “ ” : “Les nations et la sécurité en Afrique : Jusqu’où ira le désengagement ? ” In *Relations Internationales et Stratégiques*, n°33 de printemps 1999, pp.168-175.

➤ **Articles relatifs à la gestion des conflits en Afrique de l’ouest**

- ELLIS (Stephen) : “Les guerres en Afrique de l’ouest : Le poids de l’histoire” In *Afrique Contemporaine* d’avril-juin 2001, pp.51-56.
- NICOLAS (G.) : “Le Nigéria : Nouvelle puissance régionale africaine” In *Afrique Contemporaine*, n°157 du 1<sup>er</sup> trimestre 1991, pp. 03 – 22.
- PRKIC (François) & JOANNIDIS (Marie) : “Gestion régionale des conflits : l’Afrique de l’ouest montre la voie” In *Relations Internationales et Stratégiques*, n°33 de printemps 1999, pp.176-182.
- SOUDAN (François) : “L’Afrique de l’ouest : Les bonnes affaires des marchands de mort” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2213 du 08 au 14 juin 2003, pp.98-101.

➤ **Articles sur le Libéria**

- ADJOVI (Roland Jean – Baptiste) : “Questionnement sur l’ECOMOG : Libéria, Sierra Leone et Guinée Bissau” In *Lettre de l’OPSA*, n°2 de décembre 1999.
- BRITTAIN (V.) : “Le Libéria, de l’implosion au chaos” In *Le Monde Diplomatique* d’octobre 1990, p.21.
- CHATAIGNIER (Jean – Marc) : “Le modèle de l’effondrement libérien ou la tentation de destruction de l’Afrique de l’ouest” In *Afrique Contemporaine*, n°206, 2003, p.206.
- DOLLOT (Louis) : “Le Libéria : De l’amour de la liberté à la guerre civile” In *Afrique Contemporaine*, n°155 du troisième trimestre 1990, pp. 63-67.

- GALY (Michel) : “ECOMOG, faction combattante au Libéria” In *Outre – Terre*, n°11 de février 2005, pp.375-376.
- “ ” : “Libéria, une guerre oubliée” In *Le Monde Diplomatique* de septembre 1994, p.11.
- GESLIN (Jean – Dominique) : “Libéria : La menace Charles Taylor” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2317 du 05 11 juin 2005, pp.48-49.
- International Crisis Group (ICG) : “Liberia : The key to ending regional instability” In *Africa Report*, n°43 du 24 avril 2002, Freetown / Brussels, 49p.
- KAPPES – GRANGE (Anne): “Libéria: Six mois sans bombes” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2238 du 30 novembre au 06 décembre 2003, p.50.
- KORDT HOJBBERG (Christian) : “Le « Master General » et Madame le Maire : L’émergence d’un ordre de gouvernance dans l’hinterland libérien” In *Politique Africaine*, n°111 d’octobre 2008, Paris, Karthala, pp.69-89.
- KPATINDE (Francis) : “Charles Taylor : Le mal, c’est les autres” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2080 du 21 au 27 novembre 2000, pp.24-27.
- “ ” : “Libéria : Charles Taylor, l’homme à abattre” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2062 du 18 au 24 juillet 2000, pp.22-23.
- “ ” : “Libéria – Côte d’ivoire : Un pyromane nommé Taylor” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2205 du 13 au 19 avril 2003, pp.25-26.
- “ ” : “Libéria : Faut – il juger Taylor ?” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2232 du 19 au 25 octobre 2003, pp.90-93.
- NICOLAS (Michel) : “Libéria : Greenpeace dénonce la filière bois” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2147 du 04 au 10 mars 2002, p.18
- THORIN (Valérie) : “Fin de partie à Monrovia” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2214 du 15 au 21 juin 2003, pp.74-75.

- “ ” :“Libéria : Cessez – le – feu précaire” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2215 du 22 au 28 juin 2003, p.11.
- WEISSMAN (Fabrice) : “Libéria : Derrière le chaos, crise et interventions internationales” In *Relations Internationales et Stratégiques*, n°24, Paris, IRIS (Institut des Relations Internationales et Stratégiques), 1996, 19p.
- YABI (Gilles) : “Qui sont les rebelles ? ” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2220 du 27 juillet au 02 août 2003, pp.48-51.
- “ ” :“Unanimité contre Taylor” In *Jeune Afrique L’intelligent*, n°2209 du 11 au 17 mai 2003, pp.44-45.

- **SITE WEB**

- <http://www.unesco.org/ulis> (accès à la base de données des documents de l’UNESCO en texte intégral).
- <http://www.geneva.online.ch/> (site des Droits de l’Homme).
- <http://www.un.org/publication> (site des publications de l’ONU).
- <http://www.theperspective.org> (site du Liberian Democratic Futur ou LDF).
- <http://www.africa-union.org> (site de l’Union Africaine).
- <http://www.ridi.org> (site du Réseau Internet pour le Droit International ou RIDI).
- <http://www.populationdata.net> (site d’information sur les cartes et statistiques des populations et pays du monde).
- <http://www.iss.co.za/> (site de l’Institut d’Etudes de Sécurité Africaine en Afrique du sud).
- <http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/> (site de la documentation française).
- <http://www.monde-diplomatique.fr/> (site du mensuel français *Le Monde Diplomatique*).
- <http://www.lemonde.fr/> (site du quotidien français *Le Monde*).

- <http://www.usinfo.state.gov> (site du Secrétariat d'Etat américain aux affaires étrangères).
- <http://www.ecowas-fund.org/> (site officiel de la CEDEAO).
- <http://www.diplomatie.gouv.fr> (site du ministère français des affaires étrangères).
- <http://www.ighei.ulaval.ca/> (site de l'Institut québécois des Hautes Etudes Internationales).

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION		3
PREMIERE PARTIE :	APPROCHE CONCEPTUELLE ET METHODOLOGIQUE	7
	I- PROBLEMATIQUE	8
	II- CLARIFICATION CONCEPTUELLE	9
	III- REVUE DE LITTERATURE	12
	IV- METHODE DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNEES	15
	V- LES PROBLEMES OU HANDICAPS A LA RECHERCHE	16
DEUXIEME PARTIE :	PRESENTATION DES PREMIERS RESULTATS A TITRE ILLUSTRATIF	18
Chapitre IV :	Origines du conflit libérien	19
	A- LEGS DU PASSE	19
	1- Le Libéria : un Etat fragile	19
	2- Un Etat aux frontières arbitraires à l'instar des Etats postcoloniaux	23
	B- FACTEURS INTERNES ET EXTERNES	25
	1- Les facteurs endogènes	25
	1-1- La domination des <i>Américano- Libériens</i>	25
	1-2- La revanche des <i>Natives</i>	29
	2- Les facteurs exogènes	31
	2-1 Les ingérences étrangères	31
	2-2 La prolifération des armes en Afrique de l'ouest.	35
	C- LE TEMPS DES CHEFS DE GUERRE	38
	1- Le déclenchement du conflit	38

2- Les factions belligérantes et l'instauration d'une économie de guerre	40
CONCLUSION	51
SOURCES ET ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES	54